

PROGRAMME IMPACT

Etude « jouer collectif en territoire »

Volet Elus locaux

Pour

L'Observatoire des partenariats

Rapport détaillé - Décembre 2020



Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante :
« Etude IMPACT - Elus locaux – Comisis-OpinionWay
pour l'Observatoire des partenariats , Novembre 2020 »



Piloté par : 
Le RAMEAU
Co-construisons demain

Programme en partenariat avec :



Etude réalisée avec le soutien de :



Etude réalisée par :



“*opinionway*”

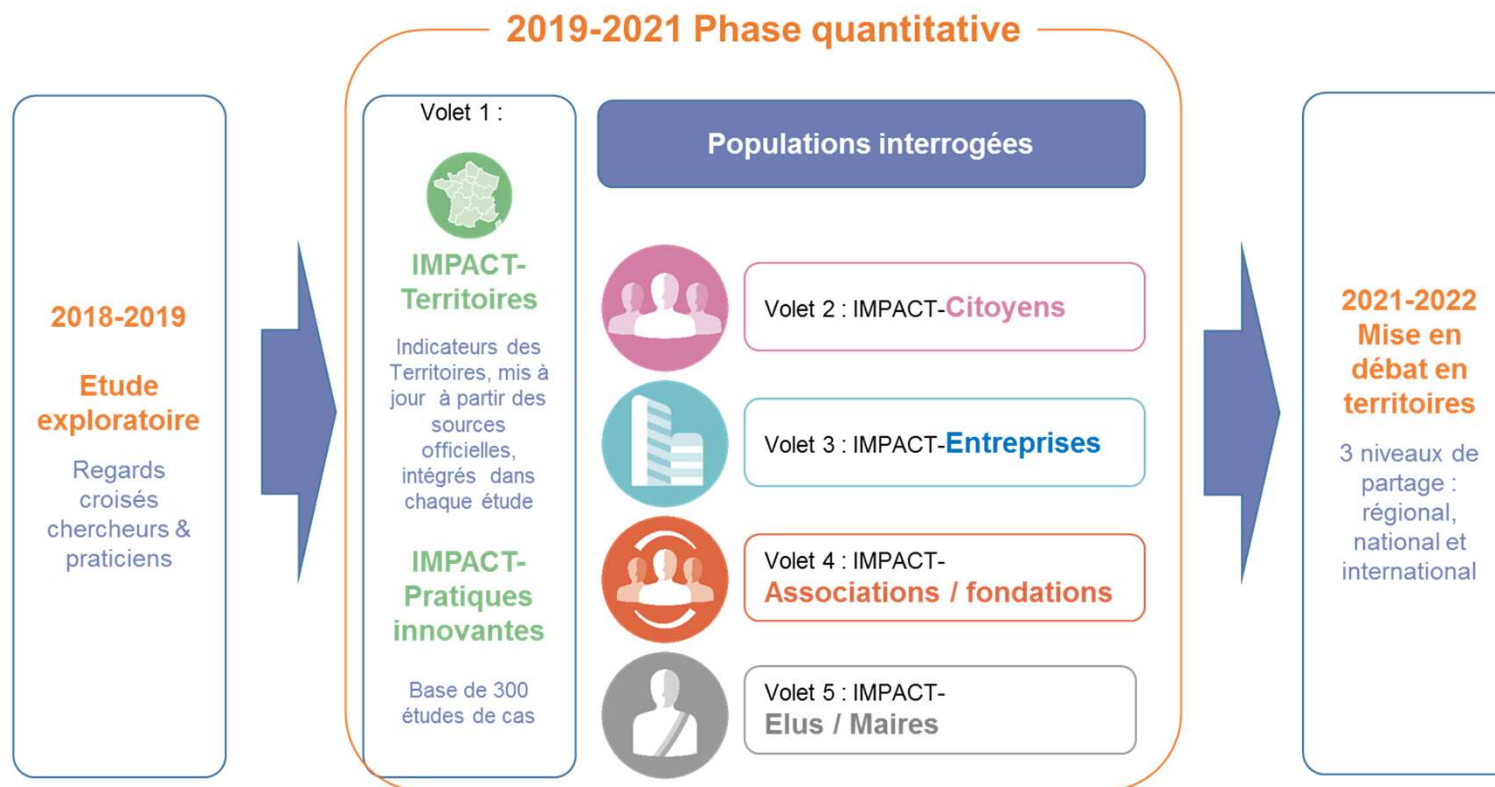
De : Anne Robin





I.	L'Observatoire des partenariats : une histoire d'écoute et de Mesure de l'avancée sociétale.....	3
II.	Programme quinquennal d'études IMPACT (2018-2022).....	4
III.	Méthodologie de l'étude IMPACT - Elus Locaux et l'univers des communes	6
IV.	En Synthèse	12
V.	Les résultats détaillés	
	• 01 Le « jouer collectif » pour sortir de la crise	21
	• 02 Le « jouer collectif » en pratique sur les territoires	44
	• 03 La place du « jouer collectif » dans le mandat des élus locaux	58
	• 04 Les maires et les objectifs du développement durable	77
VI.	En guise de conclusion	82
VII.	Lignes de communication et conditions de diffusions.....	86

Le programme IMPACT pour qualifier les effets des alliances



5 ans pour nommer, quantifier et cartographier les impacts des alliances innovantes au service du bien commun

L'Observatoire des partenariats

Un outil collectif de données statistiques et scientifiques

L'Observatoire des partenariats

Créé en 2008 par Le RAMEAU, en partenariat avec la Caisse des Dépôts, l'Observatoire des partenariats a pour objectif de **qualifier les enjeux des relations partenariales au service du bien commun**, d'identifier les pratiques innovantes et de suivre l'évolution des dynamiques d'alliances en France.

Le 1^{er} cycle quinquennal d'études, nommé ARPEA (2008 – 2012), a permis d'établir un état des lieux des partenariats en France, et de comprendre le mouvement d'alliances sur les territoires.

Le 2^{ème} cycle quinquennal d'études a été mené pour mieux percevoir l'impact de ces alliances. C'est dans ce cadre que l'Observatoire a lancé le programme d'études PHARE.

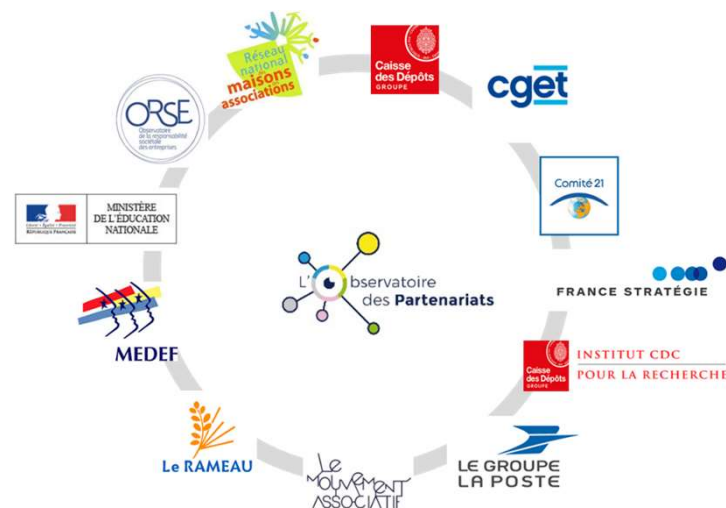
Depuis le 23 novembre 2017, le 3^{ème} programme quinquennal a été lancé. Il a pour objectif de mesurer les impacts des alliances innovantes au service du bien commun en matière de performance des organisations, d'innovation et de confiance des Hommes et des territoires.

Les partenaires :



Un suivi depuis 2008 du mouvement de co-construction en France

Les membres du Comité de pilotage



Un Comité de 12 membres, avec la Direction Scientifique d'Anne ROBIN (Comisis)

Un outil partagé qui a suivi les évolutions depuis une décennie



MÉTHODOLOGIE



L'univers de référence 34 873 communes de l'hexagone (fichier actualisé de septembre 2020).
L'échantillon des 380 maires a été constitué sous mode raisonné afin de rendre compte de la répartition structurelle de chaque région selon la taille des communes en nombre d'habitants .



Les entretiens ont été conduits par **téléphone** ; après envoi d'un courrier et prise de rendez-vous téléphonique.



Les entretiens téléphoniques ont été réalisés **entre le 23 septembre et le 29 octobre 2020**, soit juste avant le début du 2^o confinement qui n'a donc pas impacté les résultats sur les déclarations concernant sujets prioritaires déclarés par les élus locaux.



L'étude a été réalisée en appliquant les procédures et règles de la **norme ISO 20252**.



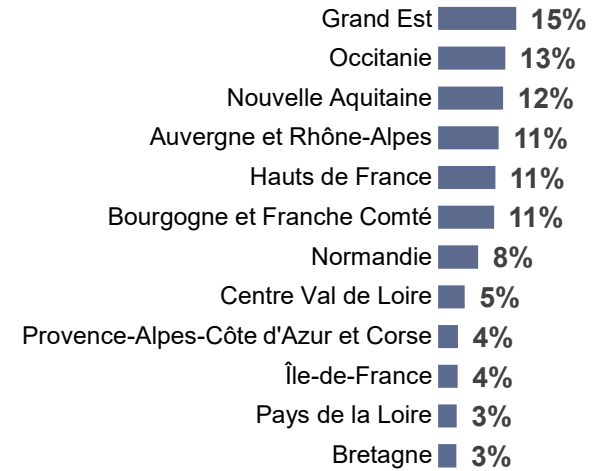
« Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des **marges d'incertitude** : 5 points au plus pour un échantillon de 380 répondants. » et de + ou- 3 points pour des taux de 90 %

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante :
« Etude IMPACT-Elus locaux, réalisée par Comisis & OpinionWay pour l'Observatoire des partenariats, novembre 2020 »

L'UNIVERS DES COMMUNES SELON LES REGIONS

PROFIL DE L'UNIVERS DES COMMUNES ET DES MAIRES

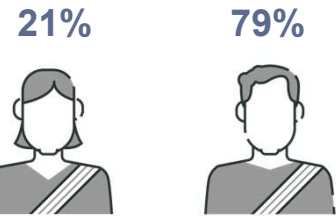
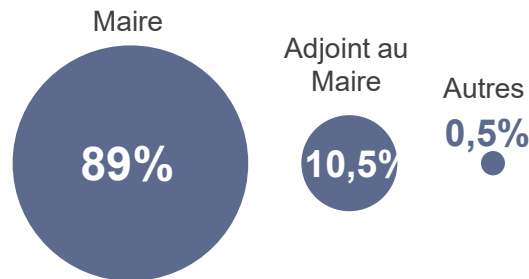
Poids de chaque Région dans l'univers des communes de France



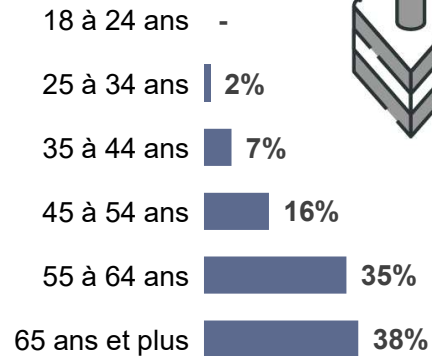
34 873 communes
Hexagone



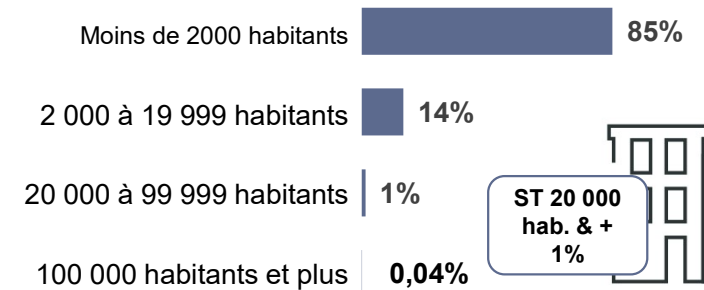
Fonction des répondants



Age



Taille de la commune





L'UNIVERS DES COMMUNES : Deux réalités territoriales propres à chaque région; leur poids dans l'univers et le poids de leurs communes au niveau national

La réalité structurelle de l'univers des communes de France selon leur taille en nombre d'habitants rappelle les défis de chaque territoire :

- Les résultats présentés dans le cadre de l'étude conduite auprès des maires et élus locaux, ne peuvent faire l'impasse d'un rappel préalable à la structure même de l'univers des communes de France, selon leur taille en nombre d'habitants et dans leur région respective.
- Alors que l'Île de France enregistre **56 %** de communes de moins de 2.000 habitants avec **29 %** de 2.000 à 19.999 habitants et **16 %** de communes de 20 000 habitants et +, les régions Bourgogne-Franche-Comté avec **94 %** de communes de moins de 2.000 habitants et la région Grand Est avec **91 %** de communes de moins de 2.000 habitants, rappellent que des priorités régionales au niveau tant institutionnel qu'opérationnel peuvent être de différentes natures.

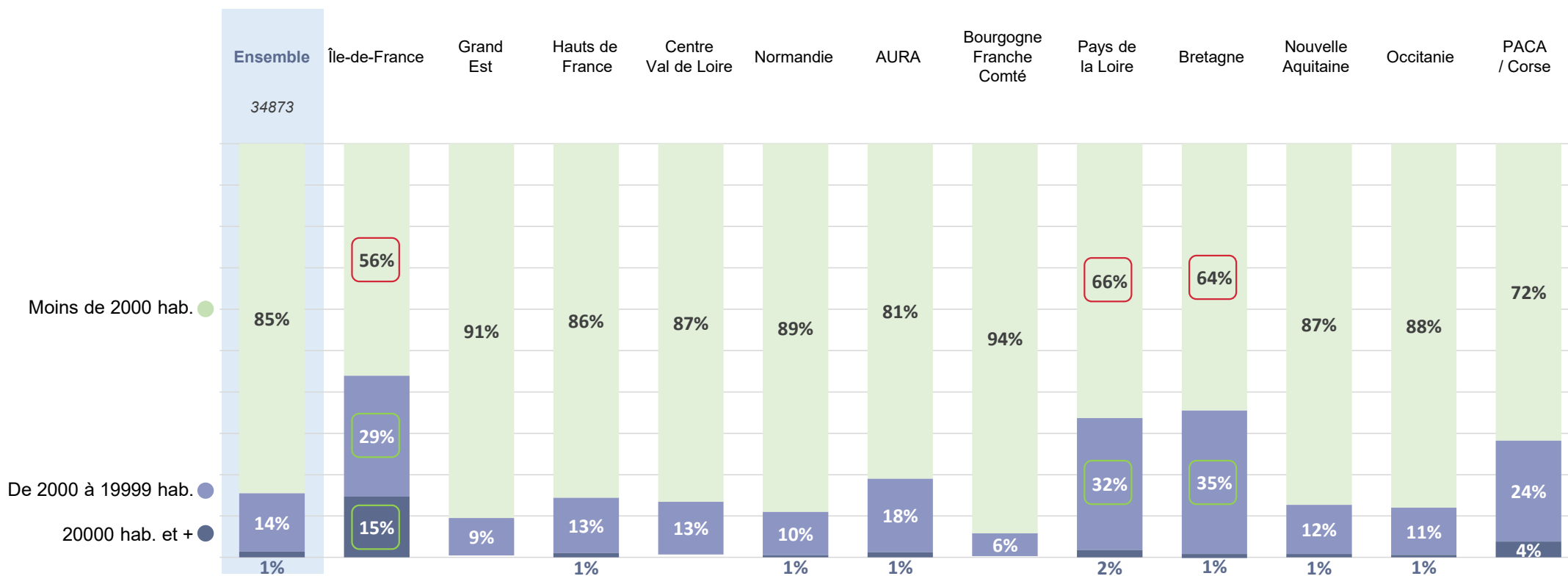
Une autre réalité structurelle est celle du poids des communes d'une région donnée dans l'univers total dimensionnant ces mêmes défis au niveau national.

- Ainsi, l'Île de France ne représente en réalité que **4%** (vs 96% en province) des communes de l'hexagone toutes tailles confondues, alors que le Grand Est représente **15 %**, l'Occitanie **13%** la nouvelle Aquitaine **12%**.
- Les communes de la région, Auvergne Rhône Alpes **11%**, Hauts de France **11%**, Bourgogne Franche Comté **11%**, puis la Normandie **8%**, le Centre Val de Loire **5%**, Paca Corse, **4%** Pays de la Loire **3%**, Bretagne **3%**.



L'UNIVERS DES COMMUNES : Les catégories de communes au sein de chaque région de l'hexagone illustre les écarts notables et le poids des petites communes (moins de 2.000 habitants)

Base : Ensemble des communes (N = 34 873)





L'UNIVERS DES COMMUNES : Cartographie selon leur taille en nombre d'habitants et leur poids au niveau national

Base : Ensemble des communes

- L'analyse selon la taille de communes selon les régions doit être également relativisée au niveau national.
- Pour les communes de 2.000 à moins de 20 000 habitants une nouvelle configuration apparait :
 - L'Auvergne Rhône Alpes représente **15 %** des communes en France de cette tranche, suivi avec un écart significatif par les Hauts de France **10%**, la Nouvelle Aquitaine **10%**, l'Occitanie avec **10 %**, puis le grand Est **9%**, l'Île de France **8%**, Pays de la Loire **8 %** et Bretagne avec **8%** puis Paca/Corse **7%**, la Normandie **6 %** et le Centre Val de Loire **5%**.
- Pour les communes de **20 000 habitants et +** (incluant les métropoles de 100 000 et +)
 - Les communes de l'Île de France représentent **39 %** de cette tranche, suivi par Auvergne Rhône Alpes **11%**, PACA/Corse **10%**, **8%** les hauts de France , Nouvelle Aquitaine **7%**, Grand Est , pays de la Loire et Occitanie avec **5%**, Normandie **3%**, Centre Val de Loire et Bretagne **2%**.

	TOTAL	Taux de présence selon la taille de l'Agglomération		
		Moins de 2.000 hab.	De 2.000 à moins de 20 000 hab.	20.000 hab. et plus
ST Province	96%	98%	92%	61%
Île-de-France	4%	2%	8%	39%
Grand Est	15%	16%	9%	5%
Hauts de France	11%	11%	10%	8%
Centre Val de Loire	5%	5%	5%	2%
Normandie	8%	8%	6%	3%
Auvergne et Rhône-Alpes	11%	11%	15%	11%
Bourgogne et Franche Comté	11%	12%	4%	3%
Pays de la Loire	3%	3%	8%	5%
Bretagne	3%	3%	8%	2%
Nouvelle Aquitaine	12%	13%	10%	7%
Occitanie	13%	13%	10%	5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse	4%	3%	7%	10%



PROFIL DES MAIRES ET DES ÉLUS LOCAUX

La fonction des répondants

- L'étude s'adressait aux maires ou dans certaines communes à leurs adjoints.
- 9 répondants sur 10 sont les maires eux-mêmes et pour toutes les régions.
- Les répondants avec la fonction d'adjoint aux maires arrivent en complément excepté en Ile de France où certains conseillers élus ont répondu à l'étude (4% vs 68 % maires et 28 % adjoints et directeurs de cabinet).

Elus locaux : au masculin ou au féminin représentés dans l'étude selon la tranche d'âge

- La méthodologie mise en place permet de disposer de résultats représentatifs.
- Peu d'écarts significatifs sont à relever selon les régions, excepté le Grand Est avec **97 %** des élus locaux qui sont des hommes vs **79%** au total national, et à l'inverse les Pays de la Loire avec **61 %** de Monsieur le maire pour **39 %** de Madame le maire vs **21 %** au niveau national.
- Sous réserve de l'intervalle de confiance, les élus femmes représentent à peine un quart (**21%**) des maires en France.

	Homme	Femme
<i>BASE</i>	27572	7301
18 à 24 ans	-	-
25 à 34 ans	1%	3%
35 à 44 ans	5%	12%
45 à 54 ans	16%	17%
55 à 64 ans	34%	40%
65 ans et plus	42%	24%
(REFUS)	2%	4%

- A signaler que les élus locaux femmes sont plus jeunes structurellement par tranche d'âge que les Maires Hommes.
- 15 % des élus locaux femmes ont moins de 45 ans vs 6 % pour les hommes
- 57 % des élus locaux femmes ont entre 45 à 64 ans vs 50% pour les hommes
- 24 % des élus locaux femmes ont plus de 65 ans vs 42% pour les hommes.
- Selon la taille des communes les élus locaux femmes sont mieux représentées dans les communes de 2.000 à moins de 20.000 habitants avec **30%** vs **21%** national et surtout dans les communes de 20.000 habitants et plus avec **56 %**.

EN SYNTHÈSE : les 8 enseignements de l'étude auprès des élus locaux

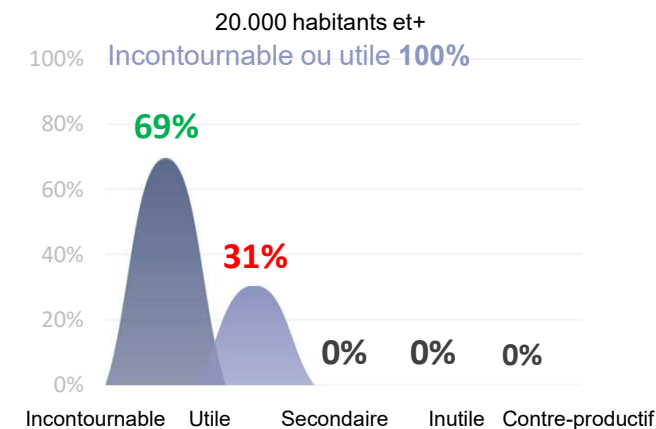
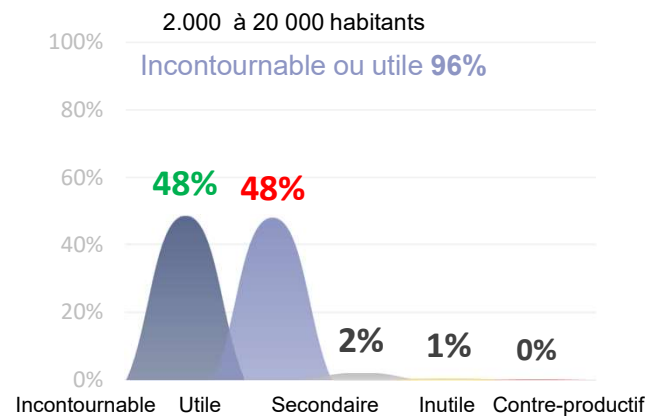


1° enseignement : Au-delà de la diversité des territoires, un « jouer collectif » pour sortir de la crise plébiscité par tous les élus locaux

Certes à chacun son territoire, mais la crise sanitaire rappelle que, pour les élus locaux, l'union des organisations agissantes fait la force. Le « jouer collectif » est devenu **une évidence, voire un impératif ...**

- Les résultats de l'étude conduite auprès des élus locaux (9 maires sur 10) renvoient à bien considérer la réalité structurelle de l'univers des communes de l'hexagone pour apprécier la force des scores obtenus dès que l'on évoque le « Jouer collectif ».
- En rappel, être, un ou une, maire d'une commune de moins de 2.000 habitants c'est peser pour 85 % des communes en France; être un ou une maire d'une commune de 2.000 à moins de 20.000 habitants, c'est représenter 14% des Maires et être un ou une Maire d'une commune de 20.000 habitants et + c'est parler et apprécier pour seulement 1% des élus locaux.
- Chacune des régions enregistre également des spécificités structurelles, et selon le poids de certaines tailles de communes dans leur périmètre régional, les défis et enjeux sociaux économiques et culturels peuvent être de différentes natures pour ces élus locaux .
- Malgré cette diversité structurelle, de régions et de taille des communes, les maires plébiscitent tous le « Jouer collectif ». En France, les alliances entre les associations, les entreprises, les collectivités et les initiatives citoyennes sont désormais considérées comme utiles, voire incontournables pour une partie grandissante des élus.

Q1 Pour sortir de la crise du Covid-19, pensez-vous que le « jouer collectif » entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes est ?

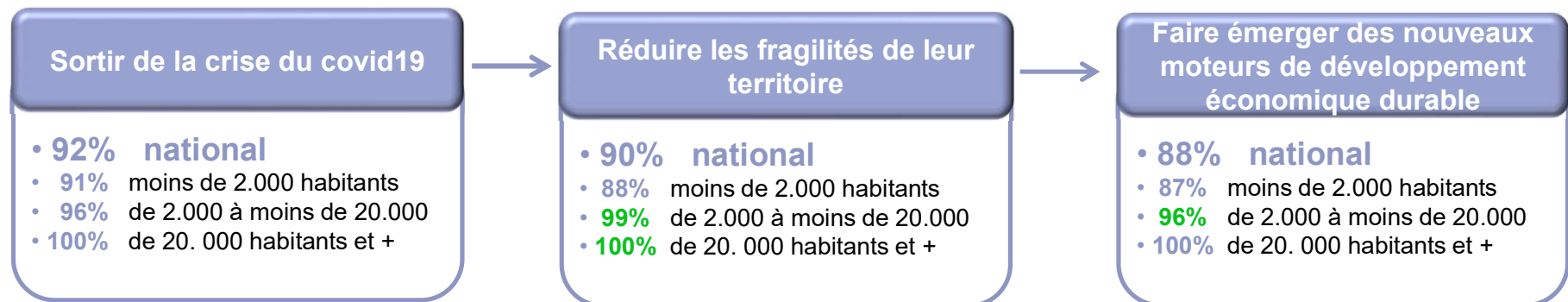




2° enseignement : « Jouer collectif » n'est pas uniquement pour sortir de la crise; mais aussi comme mode opératoire pour (ré)concilier l'intérêt général et l'économie ... **pour Agir ensemble**

Un « Jouer collectif » incontournable pour sortir de la crise, et plus encore pour inventer un nouveau mode d'agir

- La crise sanitaire et ses conséquences directes sur les défis économiques, sociaux et sociétaux auxquels doivent faire face les élus locaux n'est pas la seule raison du score obtenu par l'appréciation « incontournable » qui fait effet d'un mouvement de fond comme une déferlante.
- Les élus locaux (9 sur 10) adhèrent également à la capacité désormais reconnue du « Jouer Collectif » comme principe d'action à conduire à la fois pour réduire les fragilités de leur territoire, mais aussi pour faire émerger de nouveaux moteurs de développement économique durable.
- La conviction du plus grand nombre demeure sur le principe que tout partenariat entre les associations, les entreprises, les collectivités et les initiatives citoyennes ne peut être que bénéfique à leur territoire. En aucun cas, penser aux alliances est inutile ou contreproductif pour les maires en France qui se signalent plus que convaincus sur le principe « d'Agir ensemble ».



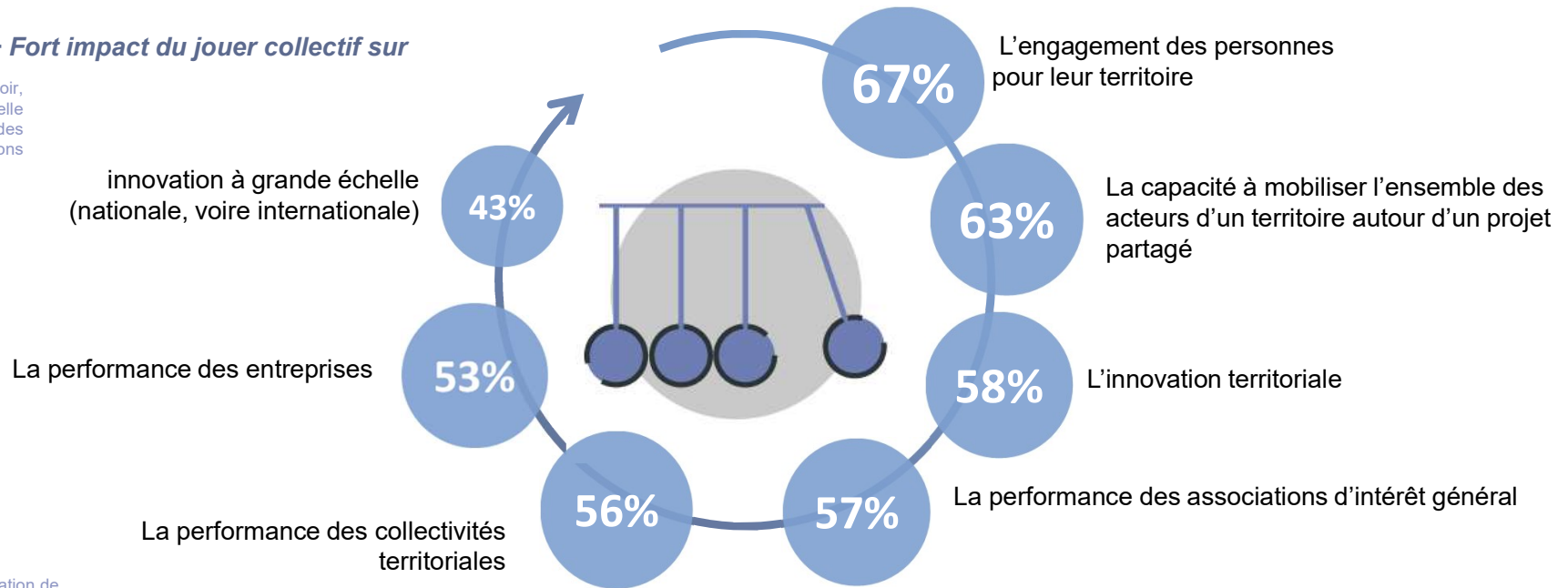


3° enseignement : Agir en « jouant collectif » pour les Maires c'est opérer comme un cercle vertueux à fort impact sur la dynamique de leur territoire avec comme premier levier le projet d'action en commun

- **3-Pour les Elus locaux, le jouer collectif est lui-même générateur de mobilisations individuelles et collectives et d'impacts forts sur les habits des organisations, leur performance et leur capacité d'innovation.** A noter que ces taux évoluent avec la taille de la commune.

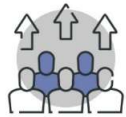
% Très + Fort impact du jouer collectif sur

Quel degré d'impact peut avoir, selon vous, une capacité réelle des collectivités territoriales, des entreprises et des associations à travailler ensemble sur ... ?



Le premier levier du jouer collectif

Pour favoriser la mobilisation de votre territoire, pourriez-vous classer ces trois leviers dans l'ordre de vos priorités 1 à 3 ?



1°- Un projet d'action en commun
85%



2°- Une vision partagée des enjeux
72%



3° – Des Règles et des normes
43%



4° enseignement : Dans les faits, une dynamique de co-construction triparties encore en émergence sur les territoires, mais des pratiques qui évoluent entre les entreprises et les associations

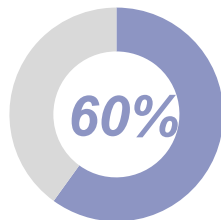
Une dynamique partenariale évoluant quantitativement avec la taille de la commune, mais aussi qualitativement sur les modes même des relations.

- Au niveau national **25 %** des maires constatent que leur territoire est porteur d'une dynamique de co-construction, soit parce qu'ils déclarent que c'est ancré dans le fonctionnement de leur territoire (12%), soit par le constat d'initiatives de co-construction de plus en plus nombreuses (13%).
- **46%** des maires déclarent plutôt un mouvement qui commence à émerger. Ce taux est porté par les communes de moins de 2.000 habitants qui pèsent pour 85 % dans l'univers des communes dans lesquelles plus d'un tiers des communes (32%) répondent ne rien constater. Ainsi ,dans les communes de 2.000 habitants à moins de 20.000 habitants le taux présence constaté évolue à **30 %** et prend toute sa force dans les communes de 20.000 habitants et + avec **77%**. Mais ces taux stagnent depuis l'étude conduite en 2016.
- Face à ces scores la question demeure quelle est la différence entre le mouvement de fond capté et les actions conduites ? Les initiatives de co-construction lèvent-elles le bras comparées aux convictions des maires sur les bienfaits du « jouer collectif » ? Si l'on ne regarde que les partenariats entre les entreprises et les associations, les élus locaux déclarent une réalité incarnée par une diversité de pratiques partenariales qui elles-mêmes évoluent depuis quelques années.

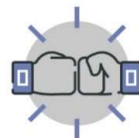
Quel(s) type(s) de partenariat constatez-vous sur votre territoire entre les entreprises et les associations ?



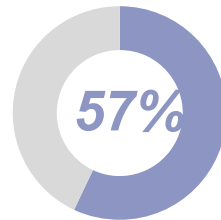
Pratiques responsables



(action partenariale afin d'améliorer votre performance sociale, environnementale et/ou sociétale / exemple : l'achat responsable)



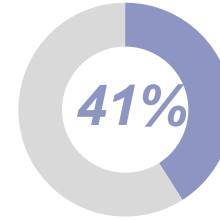
Coopération économique



(offre commune des avec de acteurs de profils différents / exemple : réponse conjointe à un marché public avec une structure d'insertion et/ou un ESAT...)



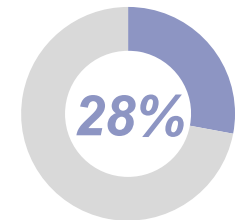
Innovation sociale



(co-conception et/ou expérimentation partenariale innovante pour faire émerger une nouvelle réponse à un besoin sociétal non couvert / exemple : l'émergence de nouvelles solutions éducatives)



Mécénat



(soutien humain, matériel, et/ou financier à une(des) action(s) d'intérêt général)

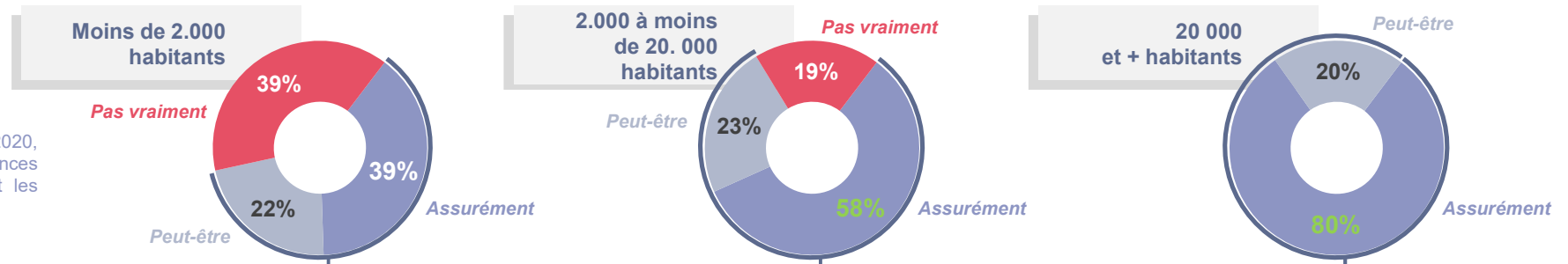
Aucun
18%

% Oui
Au moins, 2,2 types
en moyenne



5° enseignement : De la conviction à l'action, les maires sont plus réservés dans le cadre de leur mandat pour s'appuyer sur des alliances, même si les partenaires d'intérêt général sont repérés

Selon la taille de la commune de 39% à 80% des maires déclarent vouloir s'appuyer assurément sur des alliances dans le cadre de leur mandat et de 22% à 23% répondent peut-être, soit un total de 22 609 Maires toutes commune confondues. Leur top 2 des partenaires pour faire alliance: les associations et les initiatives citoyennes (cf. rapport détaillé avec Les grandes entreprises partenaires mais plutôt pour les communes de 20.000 et +)



Dans le cadre du nouveau mandat 2020, pensez-vous vous appuyer sur des alliances avec les associations, les entreprises et les initiatives citoyennes ? ...

Avec quels partenaires ?...le TOP 4



Structures d'intérêt général (associations, fondations...)	47%
Initiatives citoyennes	44%
ETI / PME	39%
Structures d'insertion par l'activité économique (chantiers / entreprises d'insertion, ESAT)	31%

Sous total Oui
61%

Sous total Oui
81%

Sous total Oui
100%

Sur les sujets prioritaires à traiter en pensant au Jouer Collectif, les maires qui s'appuient ou envisagent de s'appuyer sur des alliances dans le cadre de leur mandat actuel tracent un portrait précis. Leurs déclarations spontanées sont sérieuses, réfléchies et concrètes (cf rapport détaillée)

Sur quoi? Quel sujet ? En spontané





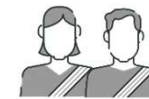
6° enseignement : le rôle des collectivités territoriales vu par les maires pour « jouer collectif », un rôle de rassemblement dynamique, mais aussi de facilitateur et de pilote comme en 2016.

Les maires sont d'une grande cohérence au fil des années quant aux rôles des collectivités territoriales dans « le jouer collectif ».

- Une liste identique de propositions a été formulée sur le rôle à tenir par les collectivités en 2016 et en 2020 et sur chaque item, les maires devaient répondre s'ils situaient le rôle des collectivités comme prioritaire, secondaire, pas indispensable.
- Comme en 2016, les maires sont présents, engagés et impliqués au service de leur territoire.
- Malgré 4 années d'écart, le rôle des collectivités que s'attribue les maires suivent le même ordre des priorités.
- Assurément selon la taille de la commune le rôle chaque mission se transforme et se densifie allant de la rencontre organisatrice et régulatrice en petits comités (moins de 2000 habitants), à la mise en œuvre impliquant logistique et évaluation des accords passés.

Le trio de tête des priorités annoncés par les maires en 2020 quant aux rôles des collectivités territoriales

1. Impulser des rencontres entre les organisations du territoire (72% au national),
2. Animer un dialogue territorial entre les organisations (69%),
3. Promouvoir des alliances innovantes (64 %)



- Ensuite, selon les maires, les collectivités doivent accompagner les organisations pour les aider à monter des partenariats (59 %), et participer à des expérimentations collectives (52 %), voire même s'impliquer dans des partenariats publics / privés
- **Autrement dit le rôle des collectivités dans le jouer collectif est à la fois acteur des échanges, un conseil des modes de faire, et une partie prenante dans les actions conduites pour en faciliter le succès.**



7° enseignement : les leviers d'accélération du « jouer collectif » des élus locaux au service de leur territoire, mais aussi d'autres leviers à actionner pour réussir les alliances

Selon vous, quels seraient les leviers les plus utiles pour développer le « jouer collectif » en territoire ?

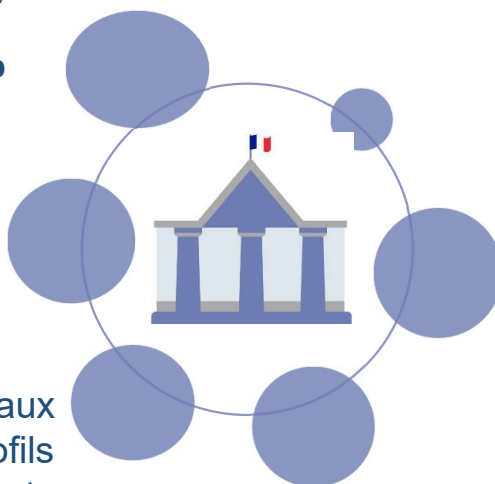
Base : Ensemble des entreprises (N = 107)

% Incontournable & utile

Message clair porté par les élus locaux
sur les enjeux du 'jouer collectif'
89%

Donner un **accès privilégié aux marchés publics** aux alliances locales
88%

Disposer d'un **cadre juridique adapté** aux alliances entre acteurs aux profils différents
87%



Message clair porté par les élus nationaux sur les enjeux du 'jouer collectif'
80%

Disposer des **outils adaptés pour concevoir, piloter et évaluer des alliances**
83%

Donner un **avantage fiscal aux alliances** stratégiques entre TPE-PME et acteurs locaux
85%



8° enseignement : Sur le chemin du « jouer collectif » : 8 élus locaux sur 10 convaincus pour inscrire dans le cadre de leur mandat actuel les Objectif de développement durable mais une connaissance à travailler ...

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

Si les élus locaux sont convaincus de devoir travailler sur les objectifs de développement durable dans le cadre de leur mandat la prise de connaissance des objectifs dans leur totalité n'est déclaré que de 3% à 11 % selon la taille des communes .



Les « Objectifs du Développement Durable » ont été signés en 2015 par les pays membres de l'Organisation des Nations Unis pour agir conjointement sur 17 priorités mondiales avec des objectifs à atteindre d'ici 2030. Avez déjà pu travailler ou travaillez- vous sur ces objectifs ?

Sous total oui je travaille Ensemble oui **41%** Moins de 2.000 habitants **37%** 2.000 à 20. 000 habitants **60%** 20.000 habitants et+ **74%**

	Ensemble	Moins de 2.000 habitants	2.000 à 20. 000 habitants	20.000 habitants et+
Je travaille déjà sur l'ensemble de ces 17 objectifs	3%	2%	5%	11%
Oui je travaille sur une partie des objectifs	38%	35%	55%	63%
Non je n'ai pas encore travaillé sur les objectifs	59%	63%	40 %	26%



Est-ce pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif de vous appuyer sur les « Objectifs du Développement Durable » de l'Agenda 2030 dans le cadre de votre mandat sur votre territoire ?

	Ensemble	Moins de 2.000 habitants	2.000 à 20. 000 habitants	20. 000 habitants et+
Incontournable +Utile	81%	79%	94%	94%

01

Le « Jouer collectif » pour sortir de la crise : l'adhésion des maires et les impacts prévisibles

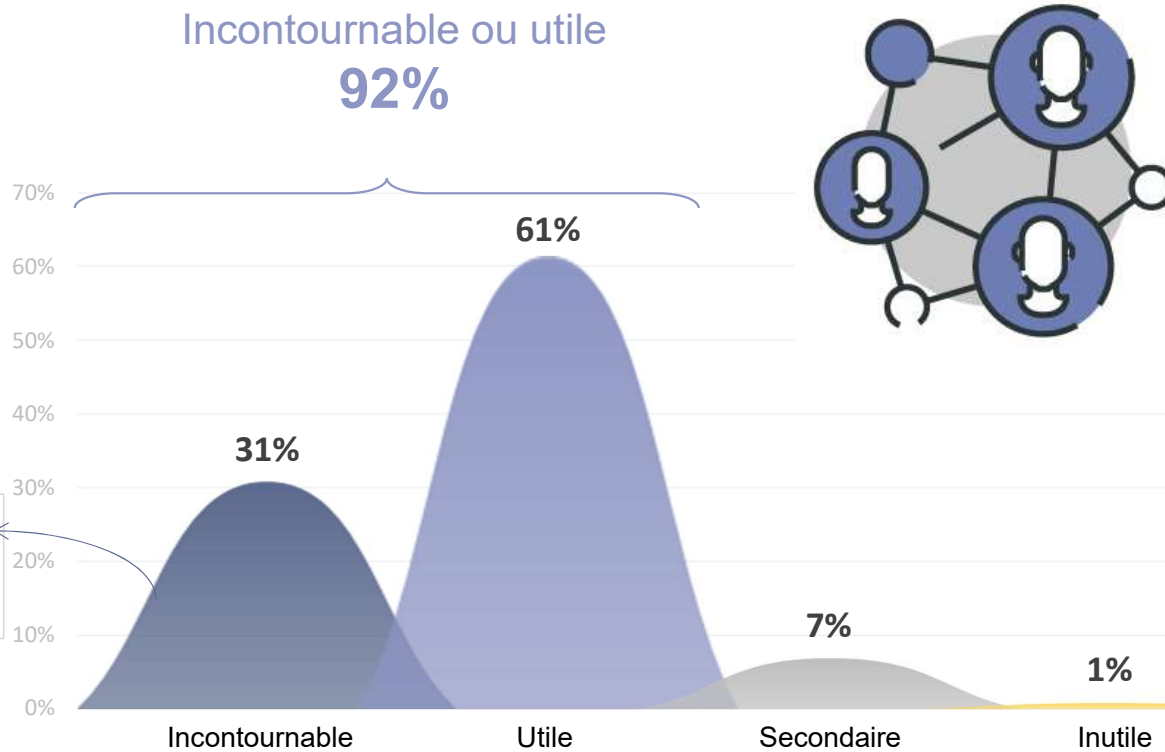


LE « JOUER COLLECTIF » POUR SORTIR DE LA CRISE :

Plus de 9 maires sur 10 considèrent les alliances incontournables ou utiles

Q1 Pour sortir de la crise du Covid-19, pensez-vous que le « jouer collectif » entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes est ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



Moins de 45 ans : **53%**
vs 30 % de 45 à 64 ans et
28 % de 65 ans et +
Femme : **43%**
vs 27% hommes



Le jouer collectif plébiscité avec un 100 % pour les maires des communes de 20.000 hab. et +



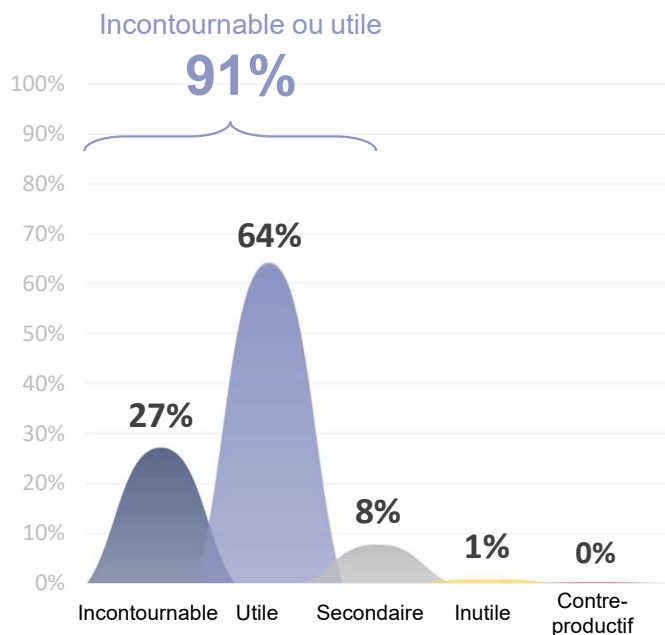


LE « JOUER COLLECTIF » POUR SORTIR DE LA CRISE : Dès 2.000 habitants et + une appréciation incontournable qui arrive haut et claire ...

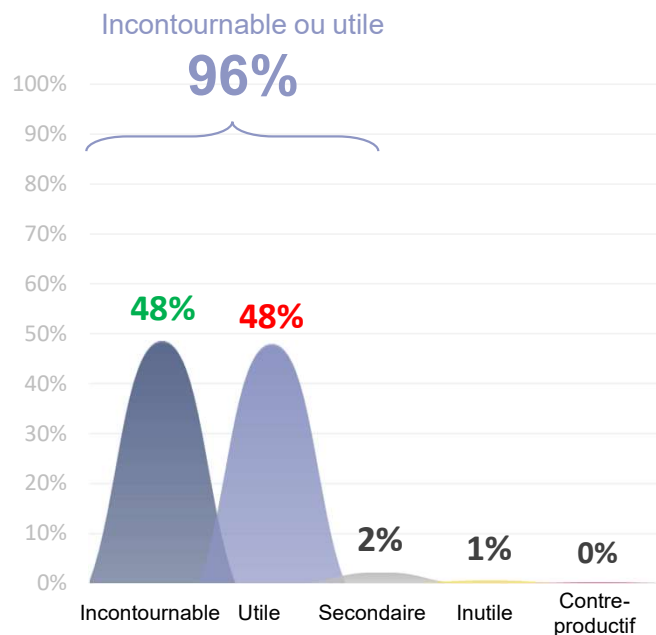
Q1 Pour sortir de la crise du Covid-19, pensez-vous que le « jouer collectif » entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes est ?

Base : Ensemble des élus locaux

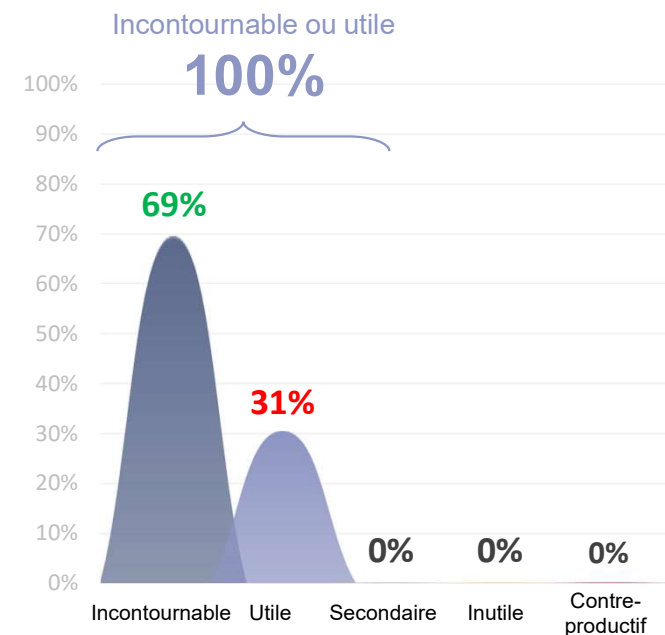
Moins de 2.000 habitants



2.000 à 20 000 habitants



20 000 habitants et+





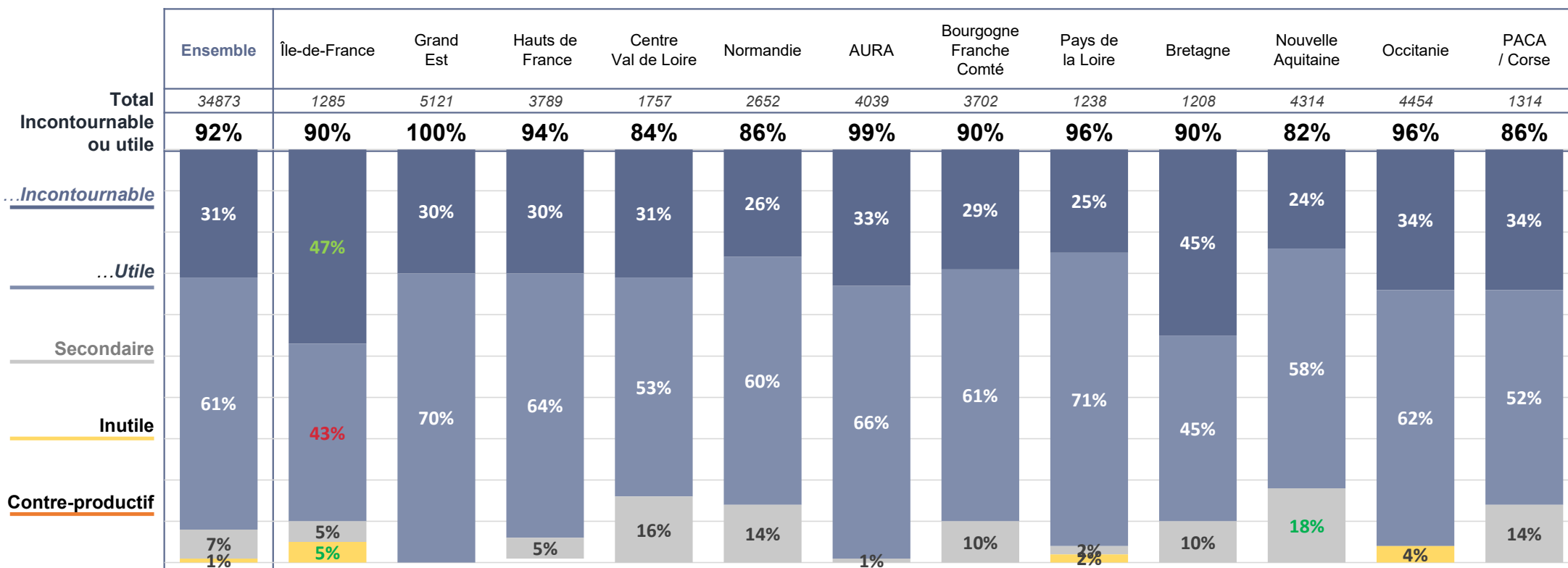
LE « JOUER COLLECTIF » POUR SORTIR DE LA CRISE :

Tous les maires de toutes les régions et dans toutes les communes saluent les alliances actuelles ou à venir pour sortir de la **crise...comme une déferlante !**

Q1 Pour sortir de la crise du Covid-19, pensez-vous que le « jouer collectif » entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes est ?

Base : Ensemble des élus locaux

Quand le « jouer collectif » est **incontournable** et devient un impératif;
Une forte adhésion (7 maires sur 10) dans les communes de 20 000 habitants et +



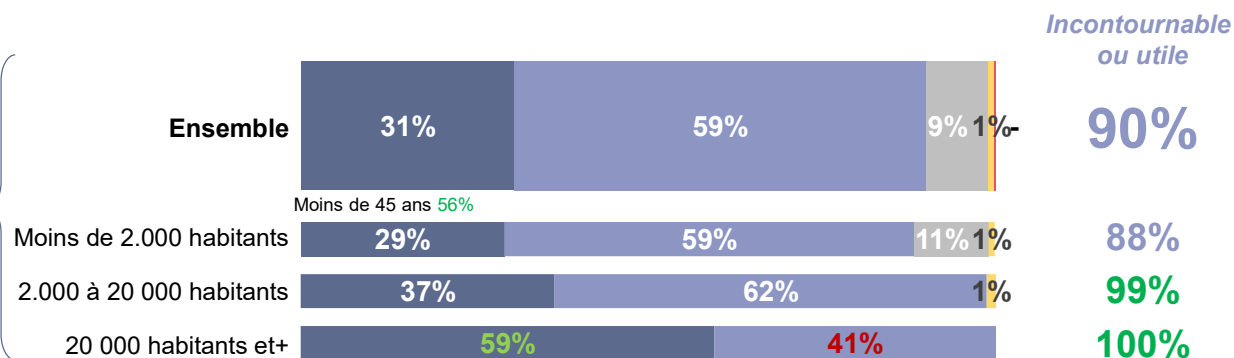


L'UTILITÉ DU « JOUER COLLECTIF » au service d'une **capabilité** désormais reconnue par tous les élus locaux, avec quelques variations notables selon la taille de la commune

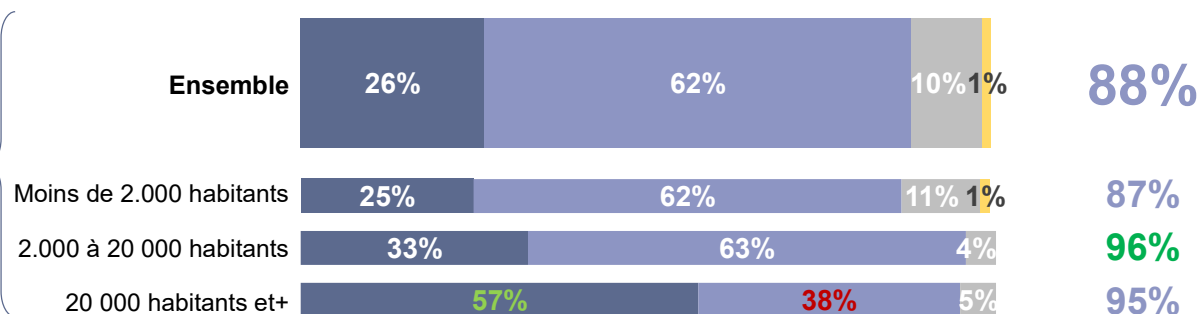
Q2 Plus largement, pensez-vous que ces alliances entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes soient ...

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

Pour réduire les fragilités



Pour faire émerger de nouveaux moteurs de développement économique durable



● Incontournable ● Utile ● Secondaire ● Inutile ● Contre-productif

Une capacité de nouveaux développement économique tout en réduisant les fragilités



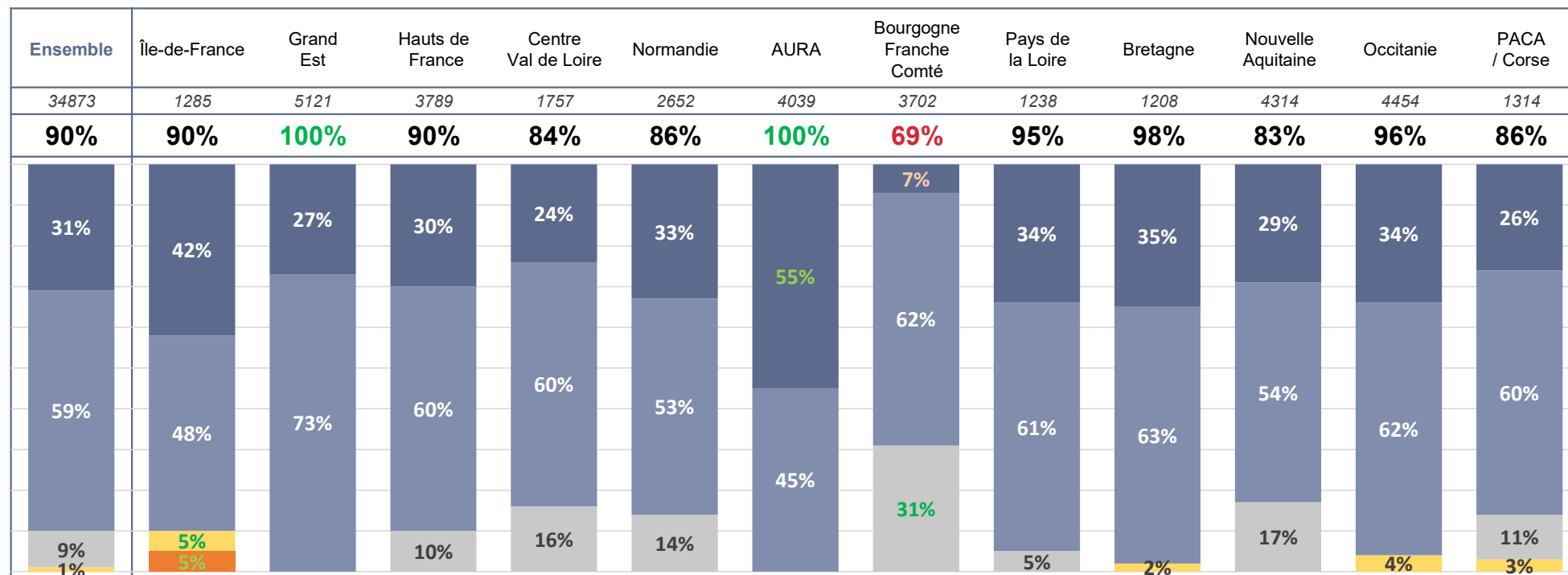
INCONTOURNABLE & UTILE, le « JOUER COLLECTIF » apparaît vital pour réduire les fragilités dans tous les territoires

Q2 Plus largement, pensez-vous que ces alliances entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes soient ...

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



Pour réduire les fragilités





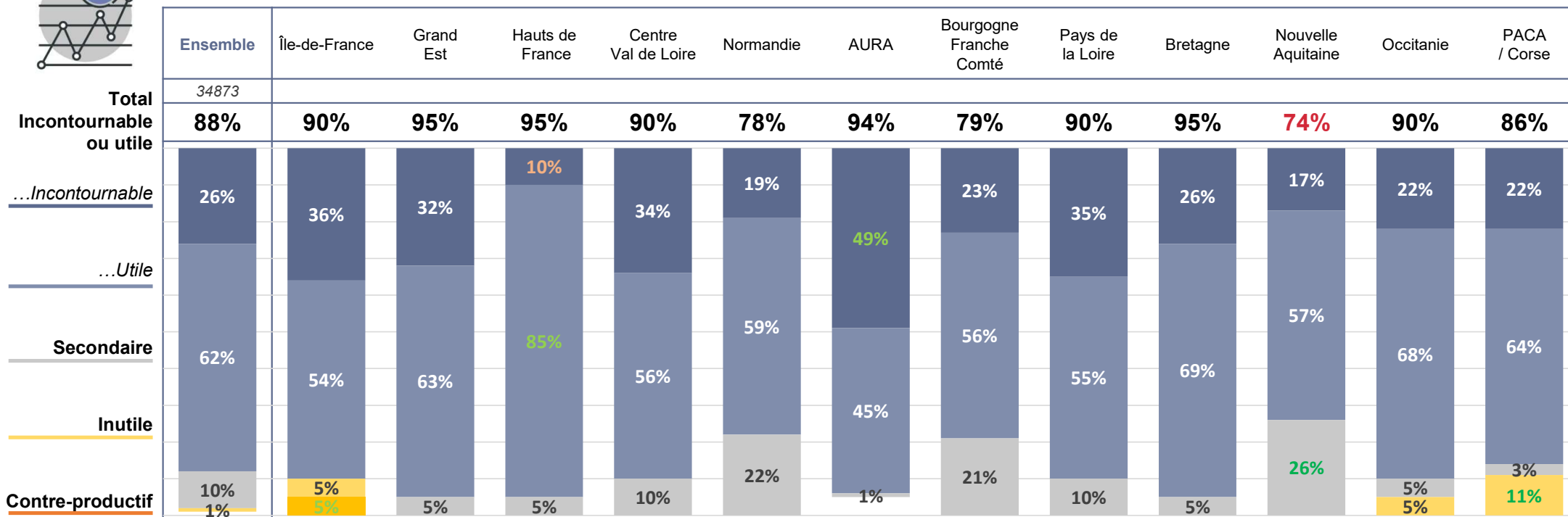
INCONTOURNABLE & UTILE, le « JOUER COLLECTIF » est aussi au service d'un développement économique durable

Q2 Plus largement, pensez-vous que ces alliances entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes soient ...

Base : Ensemble des élus locaux (



Pour faire émerger de nouveaux moteurs de développement économique durable





LE « JOUER COLLECTIF » POUR SORTIR DE LA CRISE plébiscité par les Maires avec un mot clé **incontournable** qui résonne comme une déferlante...

De l'incontournable « jouer collectif » pour sortir de la crise ... Plus que jamais pour les élus locaux, l'union des organisations agissantes sur leurs territoires fait la force ...

- Les maires de toutes les régions de France métropolitaine et de toutes les communes sont unanimes : la sortie de crise ne peut se faire **sans un jouer collectif** entre les organisations (entreprises, associations et collectivités) et les initiatives citoyennes.
- Les seuls scores obtenus par l'appréciation « **Incontournable** » avant de les cumuler avec l'appréciation « **utile** » révèlent clairement une prise de conscience des maires qui posent désormais, **comme un impératif**, le rassemblement de toutes les forces de réflexions et d'actions possibles.
- Ainsi, plus d'un tiers des maires au niveau national (**31%**) voire près d'un maire sur 2 dans les communes de 2.000 à moins de 20.000 habitants (**48%**), et clairement 7 maires sur 10 (**69%**) dans les communes de 20.000 habitants et +, s'engagent ou sont déjà engagés dans un processus de partenariats comme **incontournable** pour la sortie de crise.
- L'impératif posé par cette appréciation **incontournable** pour des partenariats est notablement plus soutenu par les maires de moins de 45 ans (**53% vs 31%**) et chez les femmes (**47% vs 27 % les hommes**). Les écarts au niveau régional, toutes tailles de communes confondues, varient de **47 %** pour l'Île de France à **26 %** pour la Normandie mais principalement au profit de l'**Utilité** reconnue de ces partenariats.
- **Pour les maires, tel qu'annoncé, penser le jouer collectif pour sortir de la crise n'est plus à dire mais à faire comme une évidence.**
- Si l'on cumule les appréciations signalant que les alliances sont incontournables ou utiles les scores sont très hauts dans toutes les régions. Pus de 9 maires sur 10 au niveau national (**92%**) et des régions quasi unanimes **100%** en Île de France, **99 %** en Auvergne Rhône Alpes, **96%** en Occitanie et dans Les pays de la Loire, **94 %** en Hauts de France, **90 %** en Bourgogne Franche Comté et en Bretagne.
- Les régions légèrement en dessous de ce score du 9 sur 10 n'en sont pas très éloignées **86%** en Normandie et PACA ; **84 %** en Centre Val de Loire , **82%** en Nouvelle et le seul bémol que les Elus locaux de ces régions introduisent est au profit de l'appréciation **secondaire**.

En aucun cas, penser aux alliances pour sortir de la crise est inutile ou contreproductif pour les maires qui se signalent convaincus sur le principe qu'il faut « Agir ensemble ».



LE « JOUER COLLECTIF », une **capabilité** puissante au service d'un nouveau déploiement réduisant les fragilités et porteur de nouveaux moteurs de développement économique durable

Les maires misent sur le « jouer collectif » pour réduire les fragilités de leur territoire.

- 9 maires sur 10 (**90%**) considèrent que les alliances sont incontournables ou utiles pour réduire les fragilités de leur territoire, avec un 10 sur 10 pour les communes de 20.000 habitants et +, mais aussi dans les régions Grand Est et Auvergne-Rhône-Alpes.
- Au service de cette cause plus d'un tiers des maires (**31%**) considèrent ces alliances comme incontournables, en Auvergne- Rhône Alpes, c'est 1 maire sur 2 (**55%**) ou en Ile de France 4 maires sur 10 (**42%**) qui s'expriment ainsi . *A noter que sur ce thème on enregistre en Ile de France 10% de maires plus sceptiques (5% inutiles 5% contreproductif). Le profil de ces maires sceptiques sont des hommes de moins de 45 ans dans des communes de moins de 2000 habitants ou de moins de 20.000 habitants.*

Le «jouer collectif» un doublé assuré pour la majorité des maires : réduire les fragilités de leurs territoires en faisant émerger des nouveaux moteurs de développement économique durable.

- Près de 9 maires sur 10 (**88%**) croient dans les alliances pour favoriser le développement économique durable.
- Le léger décalage de 2 pts sur le thème **de la réduction des fragilités** est lié d'une part aux maires des régions considérant les alliances comme plus secondaires qu'incontournables ou utiles sur ce thème précis, et d'autre part, à trois régions ou certains maires considèrent les alliances inutiles ou contre productives.
- Pour les régions qui renvoient les alliances comme secondaires sur ce thème, trois régions sont significatives ; la région Nouvelle Aquitaine (**74%**) et la Normandie (**78 %**) la Bourgogne Franche Comté (**79%**). Ici, il ne s'agit pas de dire que les maires de ces régions sont moins convaincus par la pertinence des alliances, mais plutôt que sur ce thème précis, ils les considèrent un peu plus secondaires que la moyenne nationale de **10 %** (Nouvelle Aquitaine **26 % vs 10%** national, Normandie **22%**, bourgogne Franche Comté **21%**). Ces maires se situent plus en commune rurale (moins de 2000 habitants).
- Faisant exception à la déferlante enregistrée sur l'incontournable « jouer collectif » à conduire, il est important de ne pas occulter quelques maires, situés dans trois régions qui considèrent les alliances inutiles ou contreproductives sur le thème de l'émergence de nouveaux moteurs de développement économique durable : ils sont en PACA avec **11%**, Ile de France **10%**, et Occitanie **5%**.

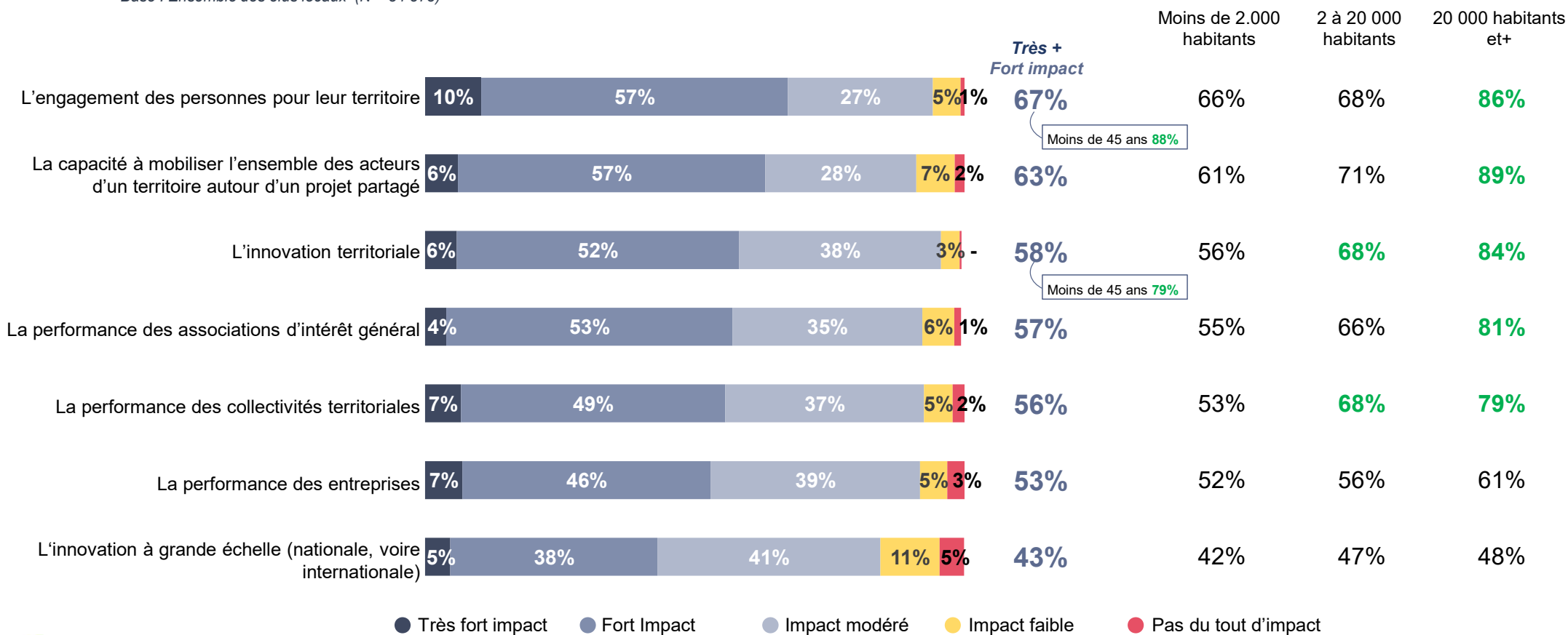


LES IMPACTS DU « JOUER COLLECTIF » SUR LES TERRITOIRES :

En top 2 les personnes engagées et le jouer collectif lui-même par le rassemblement des acteurs

Q4 Quel degré d'impact peut avoir, selon vous, une capacité réelle des collectivités territoriales, des entreprises et des associations à travailler ensemble sur ... ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



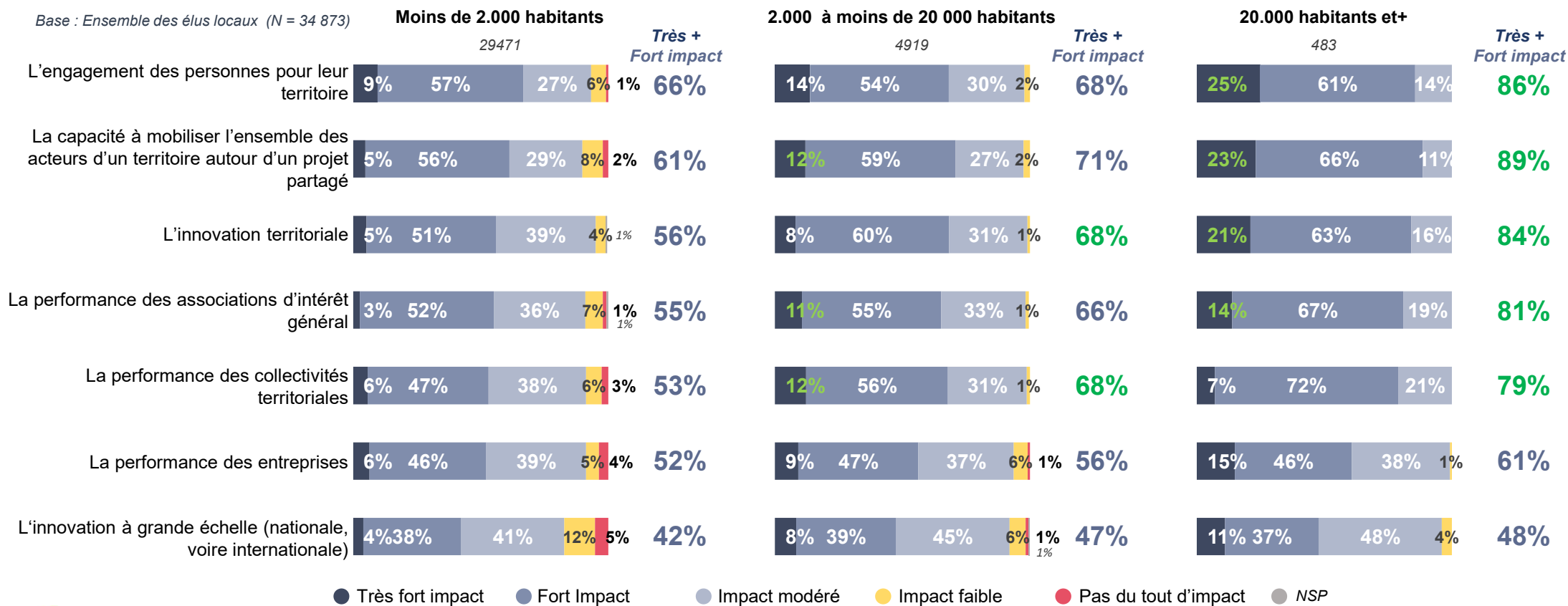


LES IMPACTS DU « JOUER COLLECTIF » SUR LES TERRITOIRES :

Des impacts très forts et forts vus par les maires sur la mobilisation individuelle & collective, l'innovation et la performance des associations, des entreprises ... et des collectivités territoriales

Q4 Quel degré d'impact peut avoir, selon vous, une capacité réelle des collectivités territoriales, des entreprises et des associations à travailler ensemble sur ... ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



● Très fort impact ● Fort Impact ● Impact modéré ● Impact faible ● Pas du tout d'impact ● NSP





LES IMPACTS DU « JOUER COLLECTIF » :

Une cohérence selon les régions l’Ile de France et PACA misent plus sur la mobilisation individuelle

Q4 Quel degré d’impact peut avoir, selon vous, une capacité réelle des collectivités territoriales, des entreprises et des associations à travailler ensemble sur ... ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

	Ensemble % Fort impact	Île-de-France	Grand Est	Hauts de France	Centre Val de Loire	Normandie	AURA	Bourgogne Franche Comté	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	PACA / Corse
	34873												
L’engagement des personnes pour leur territoire	67%	85%	74%	47%	63%	57%	77%	67%	56%	83%	61%	70%	88%
La capacité à mobiliser l’ensemble des acteurs d’un territoire autour d’un projet partagé	63%	70%	66%	55%	67%	67%	75%	62%	60%	68%	58%	56%	62%
L’innovation territoriale	58%	67%	66%	35%	71%	49%	80%	41%	60%	63%	62%	57%	58%
La performance des associations d’intérêt général	57%	59%	62%	54%	59%	44%	69%	42%	65%	68%	57%	56%	59%
La performance des collectivités territoriales	56%	80%	54%	64%	66%	50%	72%	36%	54%	70%	45%	52%	53%
La performance des entreprises	53%	63%	48%	46%	81%	33%	62%	72%	46%	52%	52%	44%	44%
L’innovation à grande échelle (nationale, voire internationale)	43%	36%	42%	40%	47%	62%	59%	29%	34%	45%	35%	38%	63%



DES IMPACTS PRÉVISIBLES DU « JOUER COLLECTIF » :

En TOP 2 les personnes engagées et « le jouer collectif lui-même » par le rassemblement des acteurs

Les maires en confiance sur le rôle des collectivités et sur leur place dans le « jouer collectif » avec une hiérarchisation de l'impact prévisible très fort et fort en toute cohérence comme suit

Les scores de l'impact modéré n'ont pas été additionnés volontairement :

Leur savoir faire au quotidien.

- En premier, aux commandes de leur territoire et en leur qualité d'élus les maires rappellent leur expertise du « jouer collectif » pour **favoriser l'engagement des citoyens sur leur territoire** (**67% et 88 %** dans les communes de 20 000 habitants et +). Les maires de moins de 45 ans sont à 88%).
- En second, les maires rappellent également leur connaissance des organisations et **des acteurs pouvant et devant être mobilisés et donc rassemblés autour d'un projet d'actions partagé** (**63% et 89%** pour les communes de 20 000 habitants et + impact en tête)
- En troisième, il s'agit bien pour eux de penser et agir **pour l'innovation territoriale** (**58 % et 84 %** pour les communes de 20 000 habitants et +) et pour les maires de moins de 45 ans **79%**.



En conséquence ... sur la performance des acteurs du territoire, sans s'exclure pour autant :

- La performance des associations d'intérêt général (**57% et 81 %** pour les communes de 20 000 habitants et +)
- La performance des collectivités territoriales elles-mêmes (**56% et 79%** pour les communes de 20 000 habitants et +)
- La performance des entreprises (**53% et 61%** pour les communes de 20 000 habitants et +)
- L'impact de leur capacité sur l'innovation nationale voire internationale est plus réservé avec (43 % et 48% pour les communes de 20 000 habitants et +)

Selon les régions

- Les maires d'Ile de France ainsi que PACA insistent plus sur l'impact très fort ou fort concernant l'engagement des personnes pour leur territoire alors que les Hauts de France sont plus réservés. Les maires de l'île de France et des hauts de France notent plus fort l'impact sur la performance des collectivités territoriales.

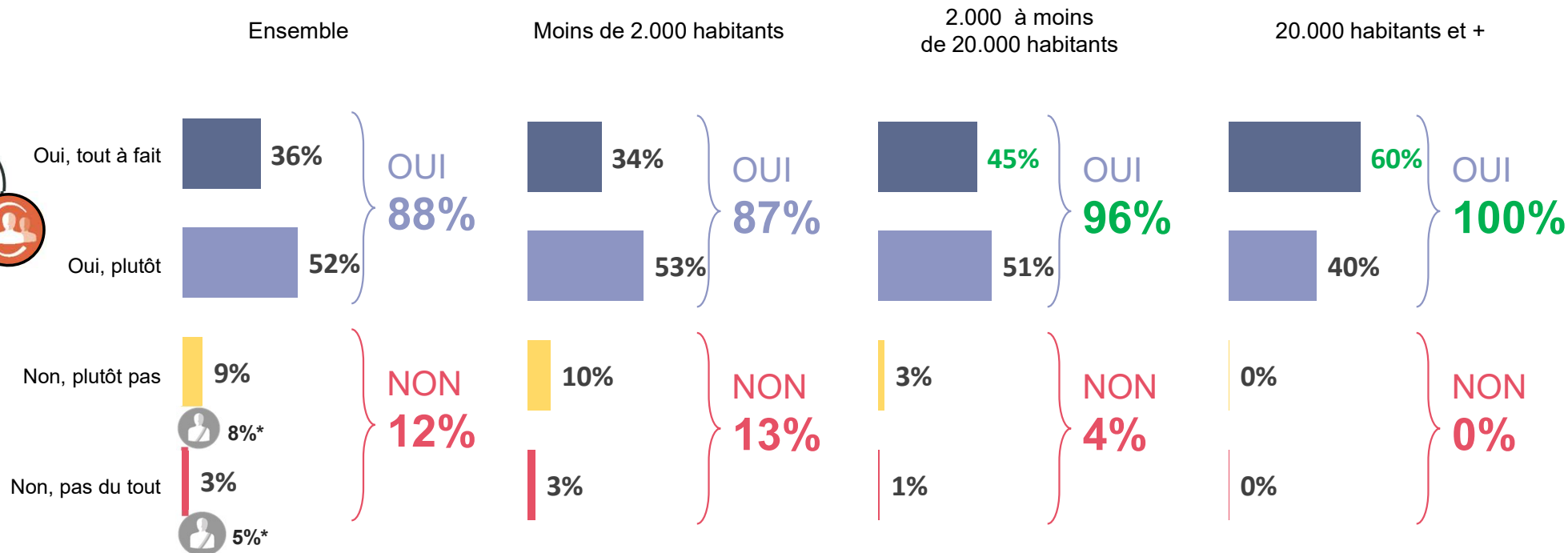
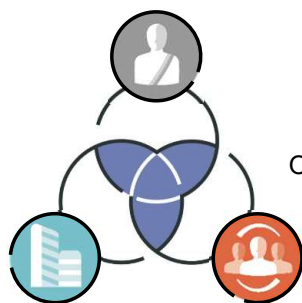


LE « JOUER COLLECTIF » & L'INNOVATION :

« Jouer collectif » c'est se donner les moyens d'innover pour lutter contre les fragilités...

Q3 Diriez-vous que les alliances entre associations, entreprises et collectivités territoriales sont source d'innovation pour répondre aux fragilités territoriales ?

Base : Ensemble des élus locaux



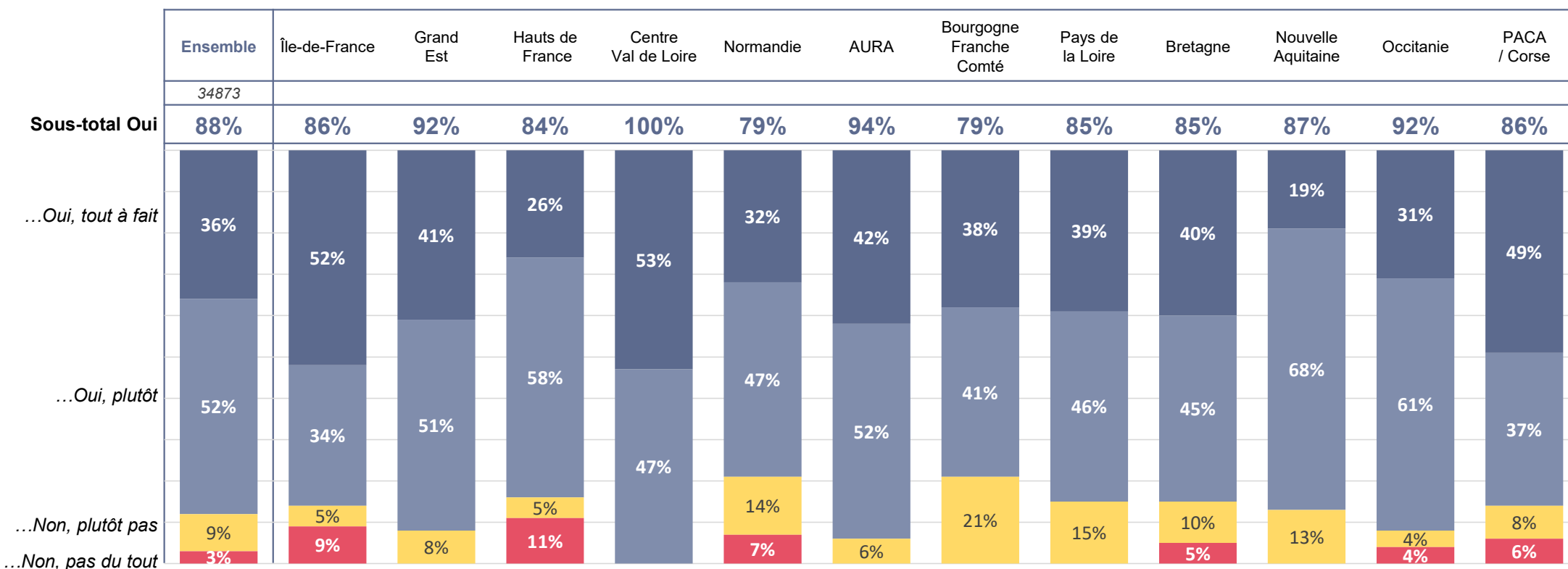


LE « JOUER COLLECTIF » & L'INNOVATION :

Toutes les régions saluent l'innovation possible par le jouer collectif

Q3 Diriez-vous que les alliances entre associations, entreprises et collectivités territoriales sont source d'innovation pour répondre aux fragilités territoriales ?

Base : Ensemble des élus locaux (





LE « JOUER COLLECTIF » & L'INNOVATION : Des alliances source d'innovation

Les alliances comme source d'innovation capable de réduire les fragilités territoriales

- Avec 88% de réponse favorable, la question du jouer collectif comme source **d'innovation** pour réduire les fragilités territoriales a confirmé les résultats précédents, avec un **100 %** dans les agglomérations de 20 000 habitants et +
- Les maires sceptiques (**9%**) et très sceptiques (**3%**) apparaissent avec un pic à **21%** dans deux régions : la Bourgogne Franche Comté et la Normandie ; Egalement en léger retrait les communes de moins de 2.000 habitants et des maires plutôt de sexe masculin, de 45ans à 64 ans et 65 ans et + .



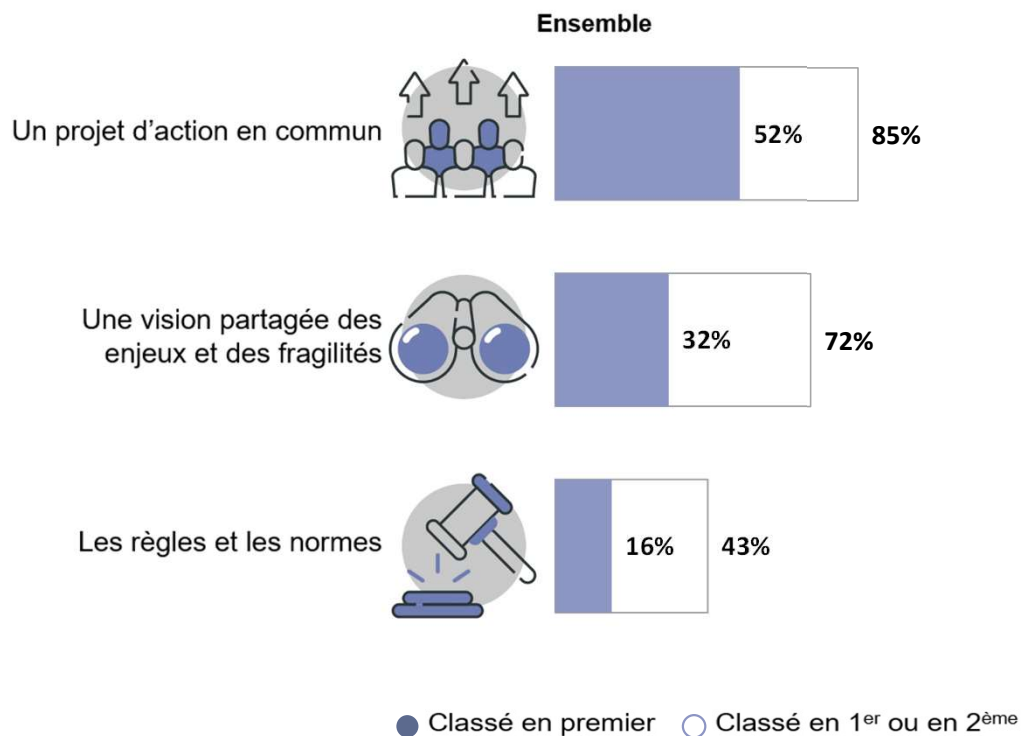
En résumé ...

Un « jouer collectif » plébiscité par les élus locaux à forte capacité de déploiement en faveur de la réduction des fragilités des territoires et du développement économique, mais comment avancer ?



LES LEVIERS DU « JOUER COLLECTIF » POUR MOBILISER LE TERRITOIRE : Quand l'Action est le moteur de l'engagement !

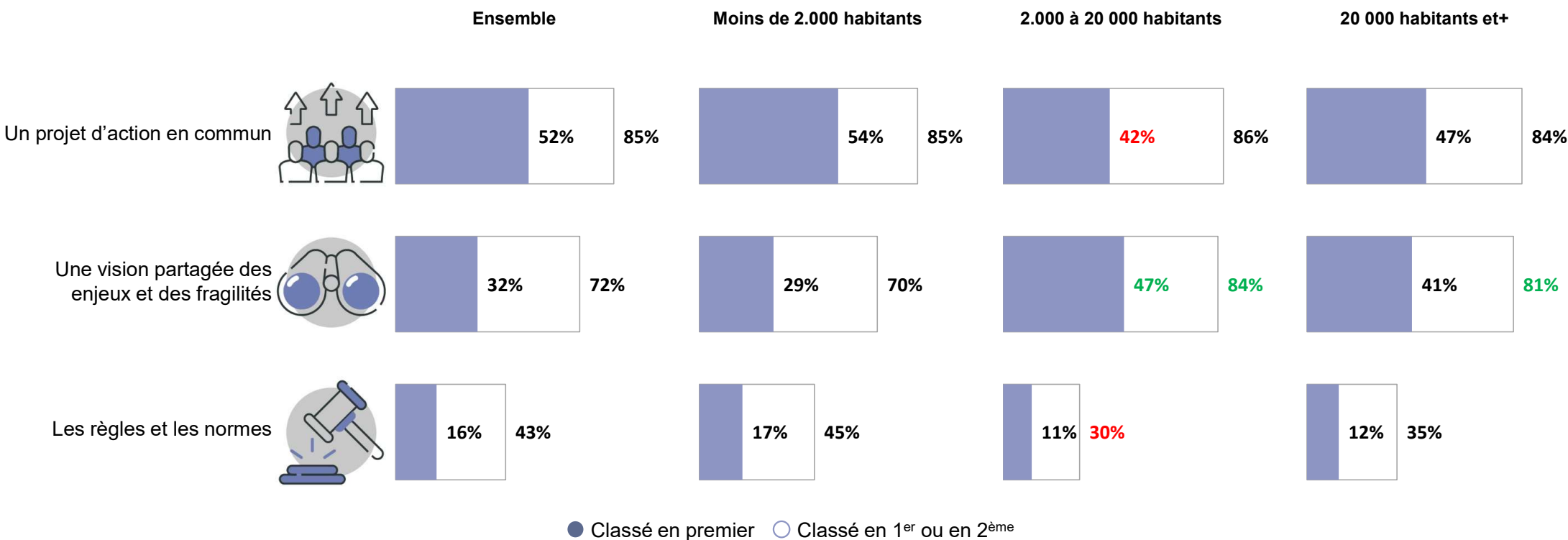
Q15 Pour conclure, pour favoriser la mobilisation de votre territoire, pourriez-vous classer ces trois leviers dans l'ordre de vos priorités 1 à 3 ?



LES LEVIERS DU « JOUER COLLECTIF » POUR MOBILISER LE TERRITOIRE

Le projet d'action en commun comme premier levier

Q15 Pour favoriser la mobilisation de votre territoire, pourriez-vous classer ces trois leviers dans l'ordre de vos priorités 1 à 3 ?



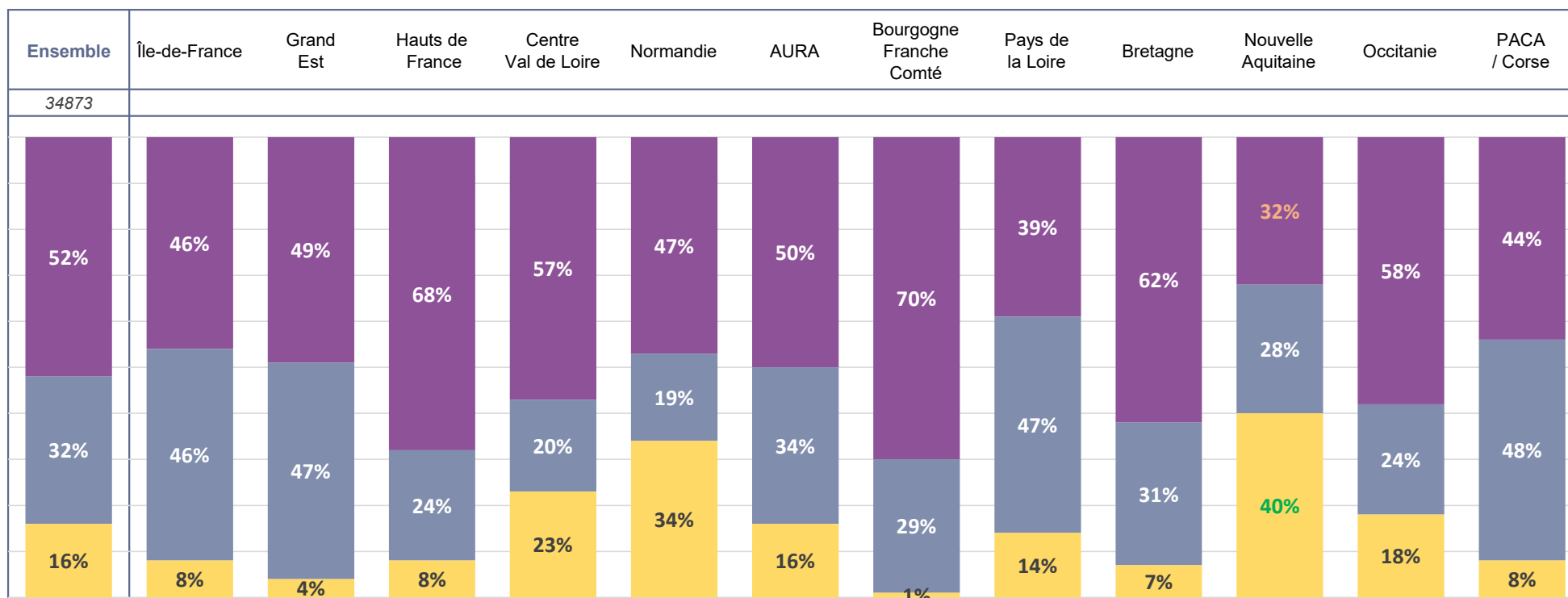


LES LEVIERS DU « JOUER COLLECTIF » POUR MOBILISER LE TERRITOIRE :

Le projet d'action en commun comme premier levier dans 9 régions sur 13

Q15 Pour favoriser la mobilisation de votre territoire, pourriez-vous classer ces trois leviers dans l'ordre de vos priorités 1 à 3 ?

% En premier

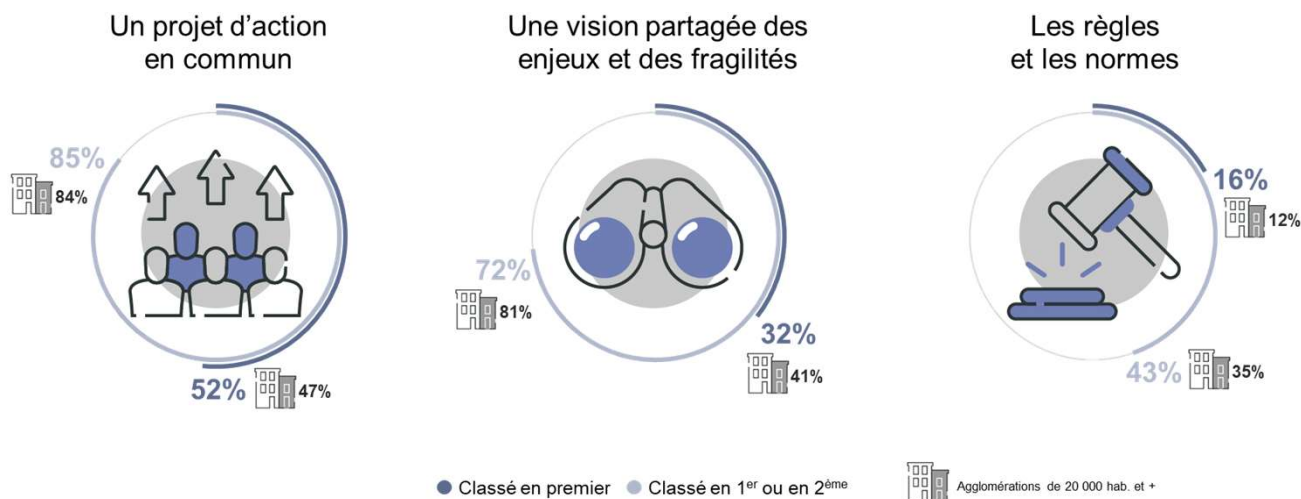




LES LEVIERS DU « JOUER COLLECTIF » POUR MOBILISER LE TERRITOIRE : Un projet d'action en commun pour avancer

Comment avancer pour accomplir le jouer collectif et favoriser la mobilisation de leur territoire

- Pour les maires le « Jouer Collectif » **doit passer en priorité par un projet d'action en commun pour plus de 8 maires sur 10 (85%)** avant une vision partagée des enjeux (**72%**) et les règles et les normes (**43%**).
- L'ordre est respecté dans toutes les tailles de communes. Certaines régions privilégient avec force cette approche, mais 3 positionnent d'autres leviers.
- Cela ne signifie pas qu'il faille délaissier la vision partagée des enjeux les règles et les normes en faisant alliance mais la priorité pour que « le jouer collectif » s'accomplisse c'est bien de se rassembler, et de travailler ensemble pour servir une cause, un défi à relever avec en support l'action sur le territoire.





Le lien entre réduction des fragilités et développement économique :

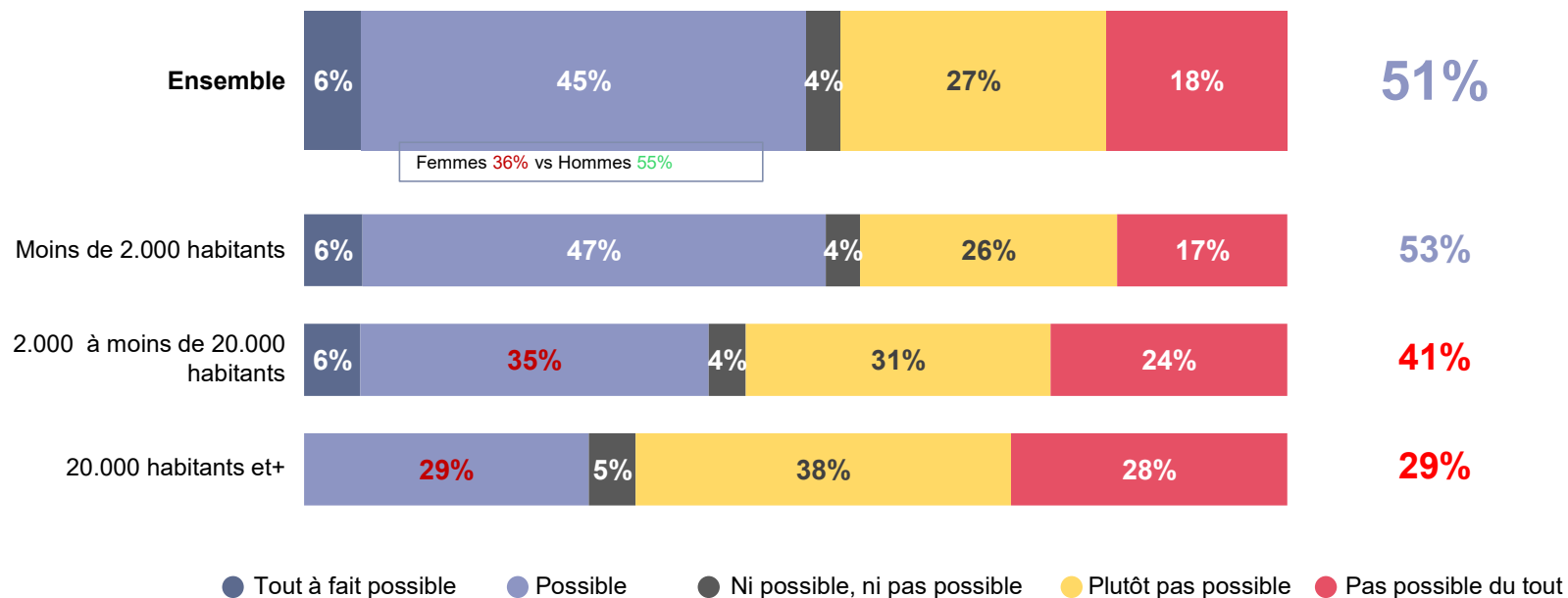
Une condition à ne pas mésestimer dans toute action à conduire, les communes de moins de 2.000 habitants plus optimistes sur la (ré)conciliation entre l'intérêt général et l'économie

Q5 D'après-vous est-il possible de réduire les fragilités de votre territoire sans développement économique ?

Base : Ensemble des élus locaux



Total Possible



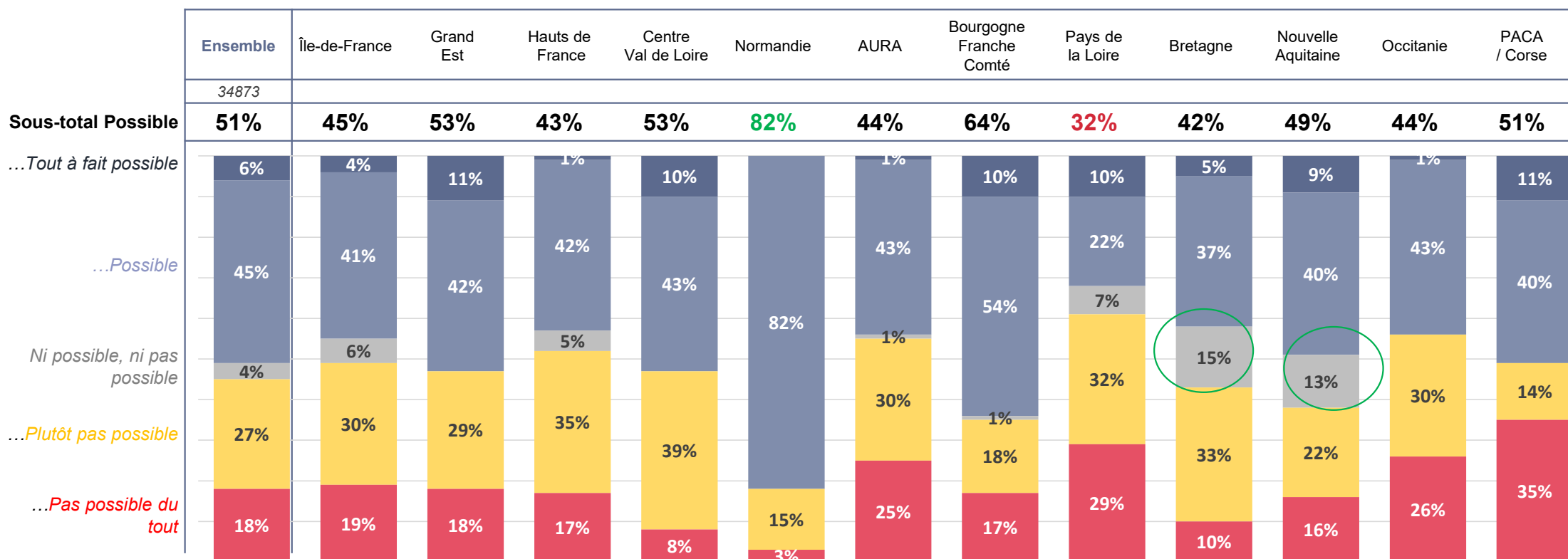


Le lien entre réduction des fragilités et développement économique

Deux régions la Bretagne et la Nouvelle Aquitaine un peu plus neutres

Q5 D'après-vous est-il possible de réduire les fragilités de votre territoire sans développement économique ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)





De l'adhésion au principe du jouer collectif pour réduire les fragilités, mais un champ des possibles sous condition d'un développement économique pour 51% des maires

- La question ainsi posée, sans évoquer les alliances : *D'après-vous est-il possible de réduire les fragilités de votre territoire sans développement économique ?* **resitue les enjeux dans leur entrelacement et rappelle en quoi les alliances peuvent lever les contradictions.**
- L'enthousiasme unanime des maires pour le « jouer collectif » dans sa capacité d'innovation ne signifie pas pour autant la non mise sous condition de l'économique en support de la réduction des fragilités.
- Ainsi, si **51%** des maires considèrent qu'il est possible (**45%**) et tout à fait possible (**seulement 6%**) de réduire les fragilités territoriales sans développement économique, ils sont **45 %** à penser le contraire avec **27%** de plutôt pas possible et **18 %** pas possible du tout pendant que **4%** des maires s'interrogent.
- Un plus de contestations est à signaler dans les agglomérations de 2.000 à moins de 20 000 habitants (**35% de possibles vs 51 %**) et dans les agglomérations de 20 000 et + avec un tout à fait possible égal à 0, et seulement **29 %** des maires qui déclarent un possible.
- Ce sont les maires femmes, plus présentes dans les communes de 20 000 habitants et +, qui se signalent en retrait des possibles avec **37% vs 55%** de possible pour les hommes et les moins de 45 ans.
- Toutes les régions enregistrent ce débat de la condition économique pour réduire les fragilités, excepté la Normandie ouvrant plus le champ du possible (**82% vs 51% national**), pendant que la région PACA enregistre **35%** des maires de cette région qui déclarent que réduire les fragilités sans développement économique n'est pas du tout possible.

Un développement économique vécu par un maire sur 2 comme condition pour réduire les fragilités. Un score qui ne peut être mésestimé sur la nature même des actions prévisibles pour le développement des alliances.

02

Le « jouer collectif » en pratique sur les territoires



LA DYNAMIQUE ACTUELLE DU « JOUER COLLECTIF » : Toujours en émergence, mais des initiatives de plus en plus nombreuses



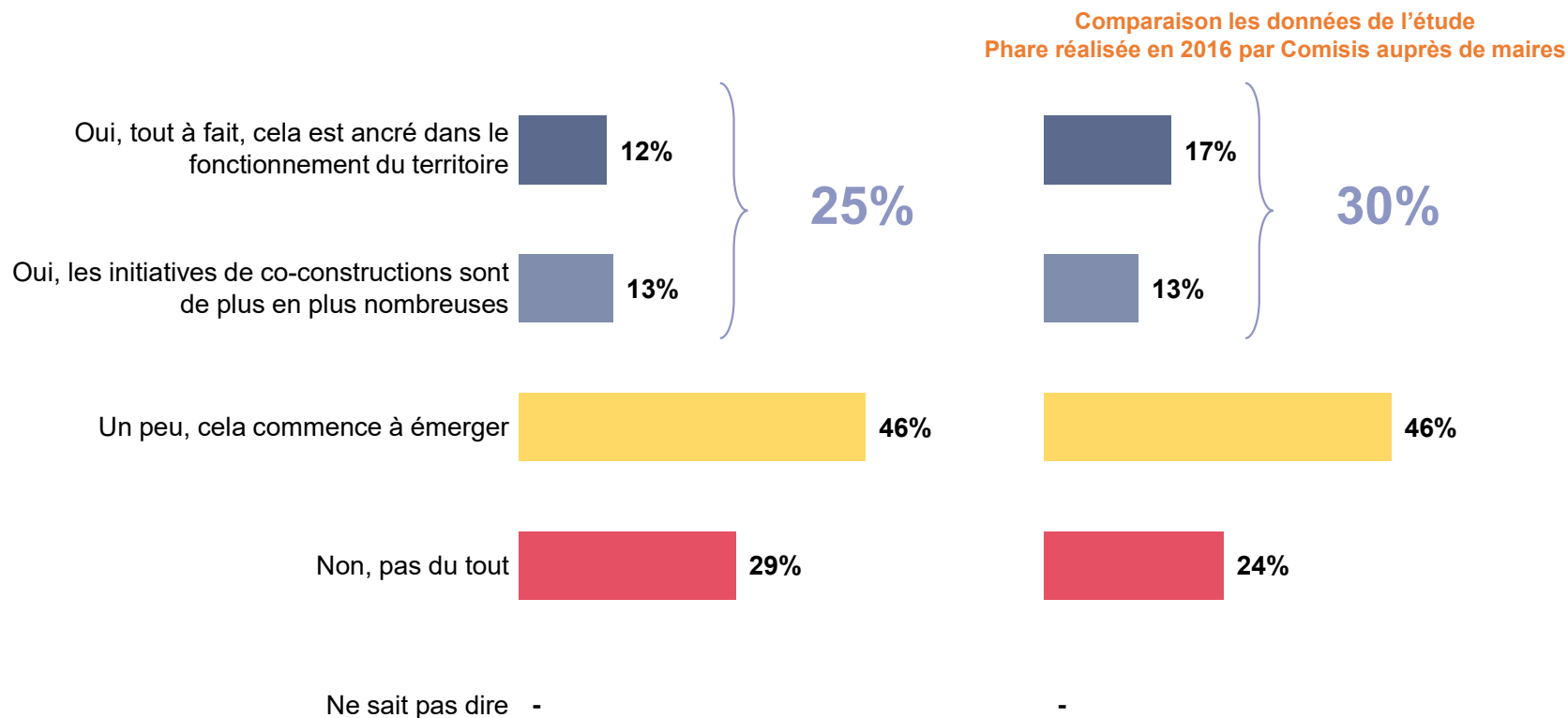
- En 2020, 25 % des maires constatent une dynamique de co-construction sur leur territoire, ils étaient près de 30 % en 2016
- Penser et parler de la co-construction, prévoir son développement en souhaitant impulser les rencontres entre les organisations, tels que déclarés par 75 % des maires en 2016, ne signifie pas semble t-il travailler sur le territoire à la création d'alliances.
- Si les alliances sont dans les esprits de tous, et que le mot de co-construction envahit les espaces communicationnels pour mieux faire face aux fragilités, **ces alliances ne sont réellement ancrées** que pour 12 % des communes comme un mode de fonctionnement incontournable et utile pour faire face aux fragilités avec peu de variations selon la taille de la commune. (12 % moins de 2000 hab., 11% de 2000 à moins de 20 000 habitants , 20% de 20.000 habitants et +)
- Certes en complément 13% des maires déclarent que les **initiatives de co-construction sont nombreuses** sur leur territoire et la taille de la commune fait varier le taux en crescendo avec 11% pour les moins de 2000 hab., 19% pour les 2000 à moins de 20.000 habitants et 57 % pour les communes de 20.000 habitants et +
- En 2020, le constat est au point de 2016 avec le même taux au national, pour 46 % des maires la co-construction **commence à émerger sur leur territoire**. Les comparaisons selon la taille des communes signalent que si les communes de moins de 2.000 habitants ont le même taux en 2020 qu'en 2016 avec 46 % également, en revanche les communes de 2000 à moins de 20 000 semblent faire un bond avec 57 % vs 49 % en 2016 . Les communes de 20.000 habitants + stagnent avec 19 % vs 18 %.
- **La conclusion est la même que celle de 2016 à savoir que la dynamique de co-construction existe bel et bien sur tous les territoires et pour près d'une commune sur 2 que les alliances commencent à émerger.**



LA DYNAMIQUE ACTUELLE DU « JOUER COLLECTIF » : les liens entre entreprises, associations et collectivités toujours en émergence depuis quatre ans au niveau national ...

Q6 Votre territoire est-il porteur d'une dynamique de co-construction entre les différents acteurs (associations, entreprises et collectivités territoriales) ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



Un 46 % de « cela commence à émerger » qui, additionné à la conviction des maires pour favoriser le « jouer collectif », pourrait changer la donne des prochains mois dans les communes ou la co-construction tâtonne encore.



LA DYNAMIQUE ACTUELLE du « JOUER COLLECTIF » : une réalité en émergence différente selon les territoires; quand la taille de la commune est déterminante

Q6 Votre territoire est-il porteur d'une dynamique de co-construction entre les différents acteurs (associations, entreprises et collectivités territoriales) ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



Un 46 % de « cela commence à émerger » qui, additionné à la conviction des maires pour favoriser le « jouer collectif », pourrait changer la donne des prochains mois dans les communes ou la co-construction tâtonne encore.

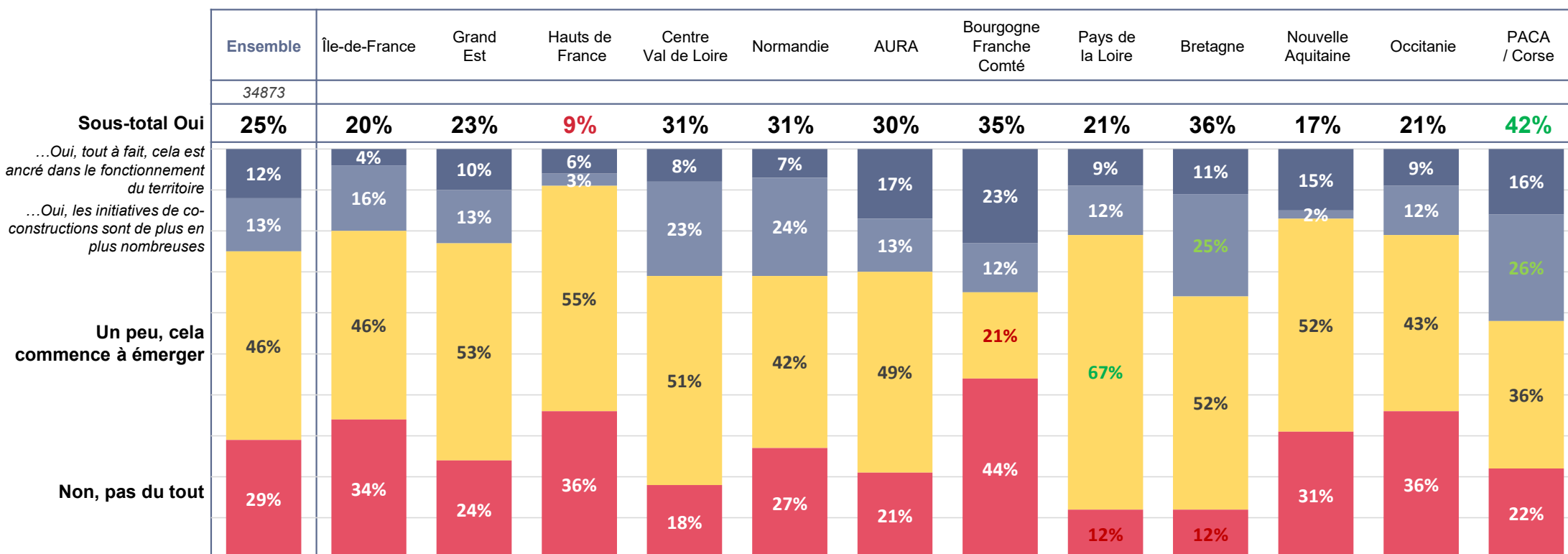


LA DYNAMIQUE ACTUELLE DU « JOUER COLLECTIF » :

Quelques écarts selon les régions avec PACA Corse en plein élan

Q6 Votre territoire est-il porteur d'une dynamique de co-construction entre les différents acteurs (associations, entreprises et collectivités territoriales) ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)





LA DYNAMIQUE ACTUELLE DU « JOUER COLLECTIF » :

Une réalité incarnée par une diversité de mode de partenariats entreprises & associations



- En 2020, après 12 années de suivi des partenariats entre entreprises et associations, il est permis de dire que le paysage s'est complétement transformé quant aux types même des partenariats
- En moyenne les maires constatent plus de 2 types de partenariats sur leur territoire (2.28). Très peu de variations par régions mais des taux qui s'intensifient en accord avec la taille de de la commune en nombre d'habitants. En Top 2 des types d'alliances entre les deux acteurs 6 maires sur 10 constatent des partenariats au service des **pratiques responsables** au national et également près de 6 maires sur 10 (**57%**) pour les partenariats au service de la **coopération économique**.
- Cependant, près de 2 maires sur 10 (18%) ne constatent aucun partenariat (essentiellement dans les communes de moins de 2.000 habitants mais aussi dans la région Nouvelle Aquitaine avec 35 %).

Les trois taux annoncés correspondent aux trois tailles de communes (moins de 2000, de 2.000 à moins de de 20 0000 et + En rappel comme il s'agit de taux de présence le poids des communes de moins de 2.000 habitants pèsent sur le taux national .



- Pour les pratiques responsables ce taux s'accroît avec la taille de la commune (60% ,71% , 80%) La Bretagne **88%**



- Pour la coopération économique, le taux s'accroît également (53%, 63%, 84%)



- Selon les maires l'innovation sociétale est présente dans 4 communes sur 10 (40 %, 41%,79%)



- Près de 3 maires sur 10 évoquent le mécénat (27%) (26%, 35%,64%) avec une différence notable **PACA corse (51%)**



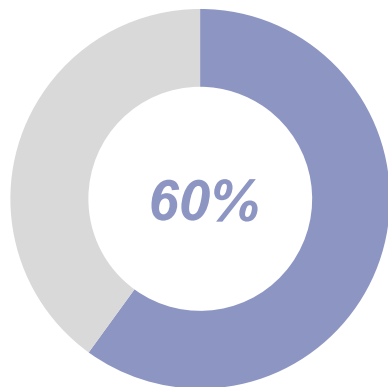
LA DYNAMIQUE ACTUELLE DU « JOUER COLLECTIF » :

Une réalité incarnée par une diversité de mode de partenariats entreprises & associations

Q7 Quel(s) type(s) de partenariat constatez-vous sur votre territoire entre les entreprises et les associations ?

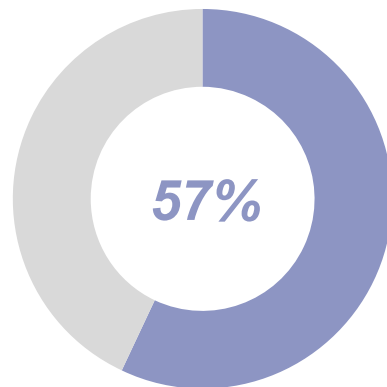
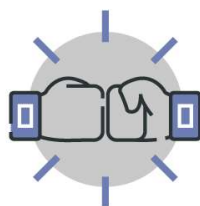
Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

% Oui



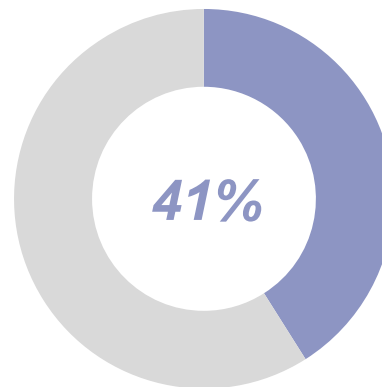
Pratiques responsables

(action partenariale afin d'améliorer votre performance sociale, environnementale et/ou sociétale / exemple : l'achat responsable)



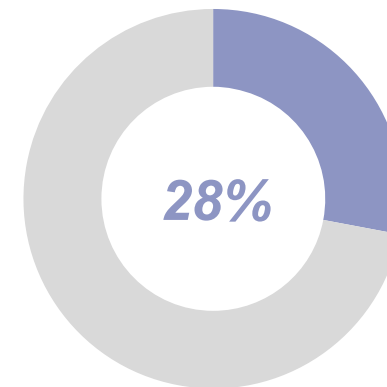
Coopération économique

(offre commune des avec de acteurs de profils différents / exemple : réponse conjointe à un marché public avec une structure d'insertion et/ou un ESAT...)



Innovation sociétale

(co-conception et/ou expérimentation partenariale innovante pour faire émerger une nouvelle réponse à un besoin sociétal non couvert / exemple : l'émergence de nouvelles solutions éducatives)



Mécénat

(soutien humain, matériel, et/ou financier à une(des) action(s) d'intérêt général)

Aucun
18%



LA DYNAMIQUE ACTUELLE DU « JOUER COLLECTIF » : Une réalité incarnée par une diversité de mode de partenariats entreprises & associations

Q7 Quel(s) type(s) de partenariat constatez-vous sur votre territoire entre les entreprises et les associations ?

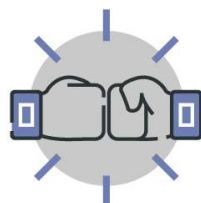
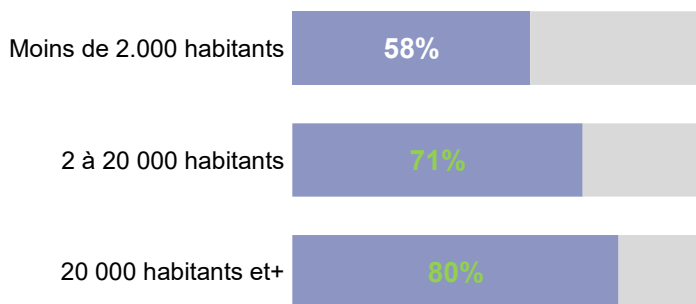
Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



Pratiques responsables

(action partenariale afin d'améliorer votre performance sociale, environnementale et/ou sociétale / exemple : l'achat responsable)

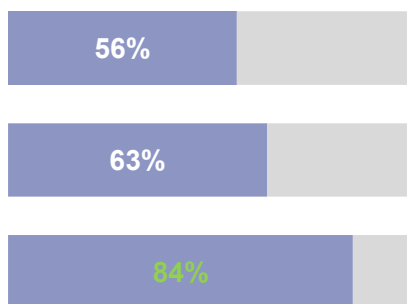
60% au total



Coopération économique

(offre commune des avec de acteurs de profils différents / exemple : réponse conjointe à un marché public avec une structure d'insertion et/ou un ESAT...)

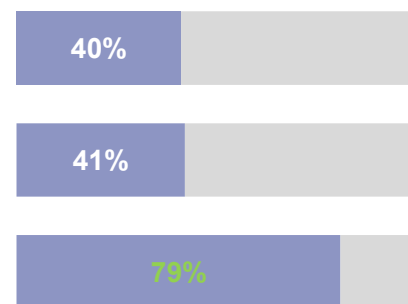
57% au total



Innovation sociétale

(co-conception et/ou expérimentation partenariale innovante pour faire émerger une nouvelle réponse à un besoin sociétal non couvert / exemple : l'émergence de nouvelles solutions éducatives)

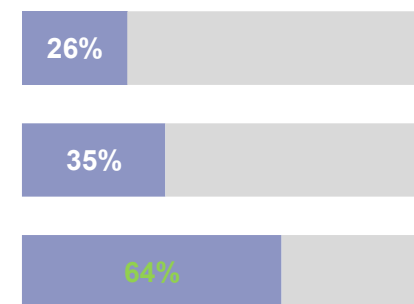
41% au total



Mécénat

(soutien humain, matériel, et/ou financier à une(des) action(s) d'intérêt général)

28% au total





LA DYNAMIQUE ACTUELLE DU « JOUER COLLECTIF » :

Une réalité incarnée par une diversité de mode de partenariats entreprises & associations

Q7 Quel(s) type(s) de partenariat constatez-vous sur votre territoire entre les entreprises et les associations ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

La Bretagne au rendez vous des pratiques responsables

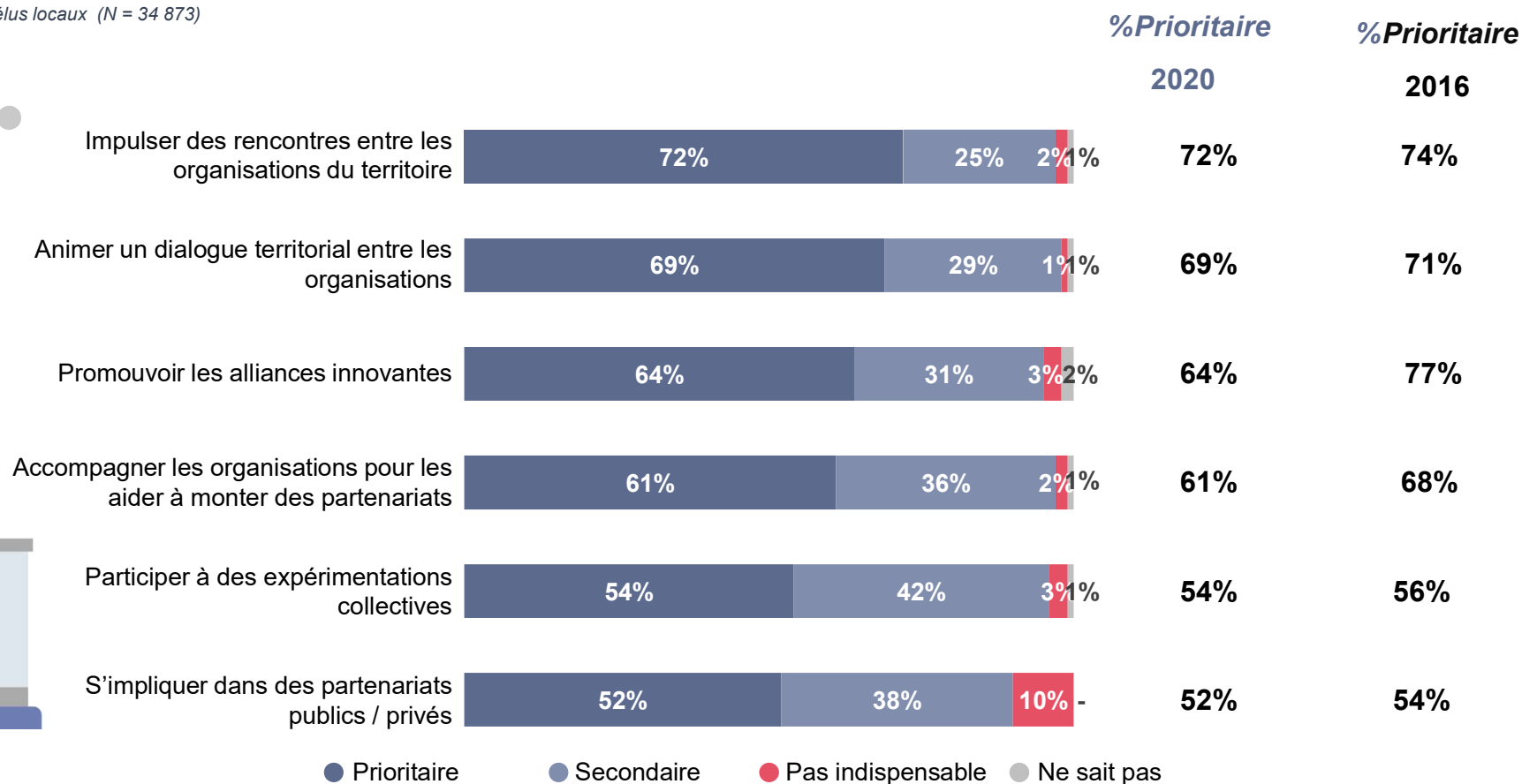
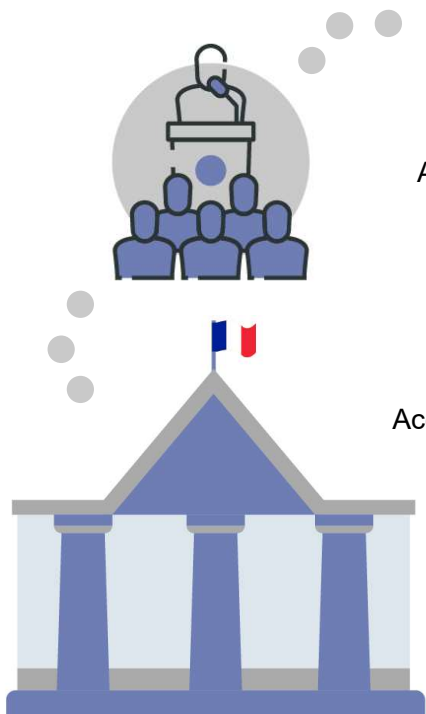
	Ensemble	Île-de-France	Grand Est	Hauts de France	Centre Val de Loire	Normandie	AURA	Bourgogne Franche Comté	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	PACA / Corse
	34873	1285	5121	3789	1757	2652	4039	3702	1238	1208	4314	4454	1314
Pratiques responsables	60%	58%	71%	56%	71%	61%	55%	46%	65%	88%	54%	56%	75%
Coopération économique	57%	33%	61%	51%	67%	57%	63%	66%	59%	70%	53%	51%	56%
Innovation sociétale	41%	35%	41%	46%	34%	40%	47%	35%	35%	50%	30%	50%	42%
Mécénat	27%	22%	31%	20%	39%	37%	18%	39%	49%	45%	19%	11%	51%
Aucun	18%	19%	16%	21%	8%	16%	11%	22%	10%	-	35%	20%	17%



LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DANS LE « JOUER COLLECTIF » : Quand les maires veulent s'engager avec détermination au service des alliances locales

Q8 Pour chaque proposition que je vais vous citer pourriez-vous me dire si le rôle des collectivités pour développer des alliances vous apparaît

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)





LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DANS LE « JOUER COLLECTIF » : Les maires réaffirment les mêmes leviers pour soutenir le développement des alliances sur leur territoire

- Comme en 2016 dans le programme annoncé quant au rôle des collectivités les maires sont présents engagés et impliqués
- Malgré 4 années d'écart entre les deux études auprès des élus locaux, les priorités que doivent se donner les collectivités pour soutenir les alliances se déclinent en toute cohérence et méritent d'être signalé (les écarts de deux points n'étant pas vraiment significatifs)

1. **Impulser des rencontres entre les organisations du territoire** (72% en 2020 vs 74 % en 2016)
2. **Animer un dialogue territorial entre les organisations** (69 % en 2020 vs 71% en 2016)
3. **Promouvoir les alliances innovantes** (64% en 2020 vs 64 % en 2016)
4. **Accompagner les organisations pour les aider à monter des partenariats** (61 % en 2020 vs 68% en 2016)
5. **Participer à des expérimentations collectives** (54% en 2020 vs 56 % en 2016)
6. **S'impliquer dans des partenariats publics / privés** (52% en 2020 vs 54 %en 2016)



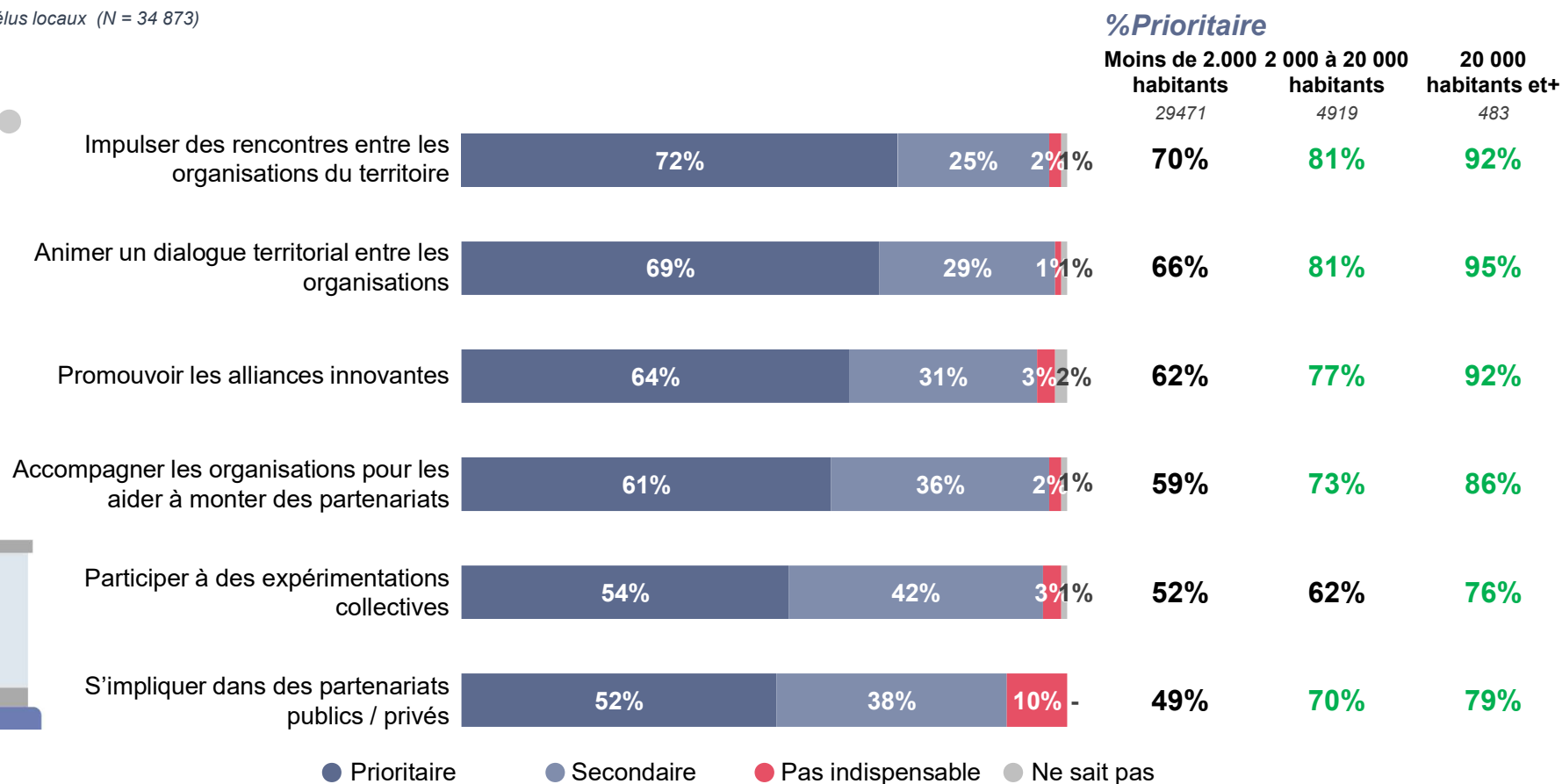
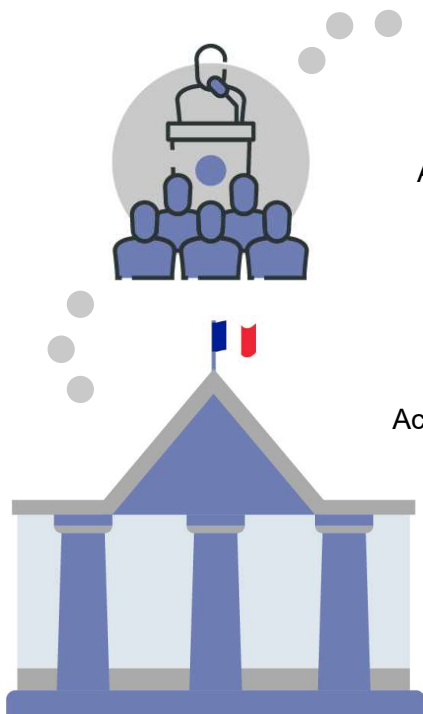
Le mot clé le plus entendu en 2020 est «développement » il est permis de le retenir ici comme titre de la « feuille de route » que se donne les maires



LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DANS LE « JOUER COLLECTIF » : Quand les maires s'engagent avec détermination au service de leur territoire et de ses causes

Q8 Pour chaque proposition que je vais vous citer pourriez-vous me dire si le rôle des collectivités pour développer des alliances vous apparaît

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)





RÔLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DANS LE « JOUER COLLECTIF » :

Des collectivités territoriales plus avancées que d'autres selon les régions

Q8 Pour chaque proposition que je vais vous citer pourriez-vous me dire si le rôle des collectivités pour développer des alliances vous apparaît

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

% Prioritaire	Ensemble	Île-de-France	Grand Est	Hauts de France	Centre Val de Loire	Normandie	AURA	Bourgogne Franche Comté	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	PACA / Corse
	34873												
Impulser des rencontres entre les organisations du territoire	72%	59%	60%	67%	82%	57%	85%	63%	90%	83%	85%	74%	78%
Animer un dialogue territorial entre les organisations	69%	76%	53%	63%	82%	78%	81%	62%	77%	83%	72%	63%	73%
Promouvoir les alliances innovantes	64%	58%	53%	68%	61%	36%	83%	62%	83%	82%	63%	71%	70%
Accompagner les organisations pour les aider à monter des partenariats	61%	67%	62%	66%	73%	77%	57%	46%	77%	75%	57%	53%	67%
Participer à des expérimentations collectives	54%	52%	44%	54%	64%	53%	71%	40%	76%	83%	48%	51%	45%
S'impliquer dans des partenariats publics / privés	52%	71%	39%	61%	72%	49%	58%	56%	60%	73%	47%	39%	48%

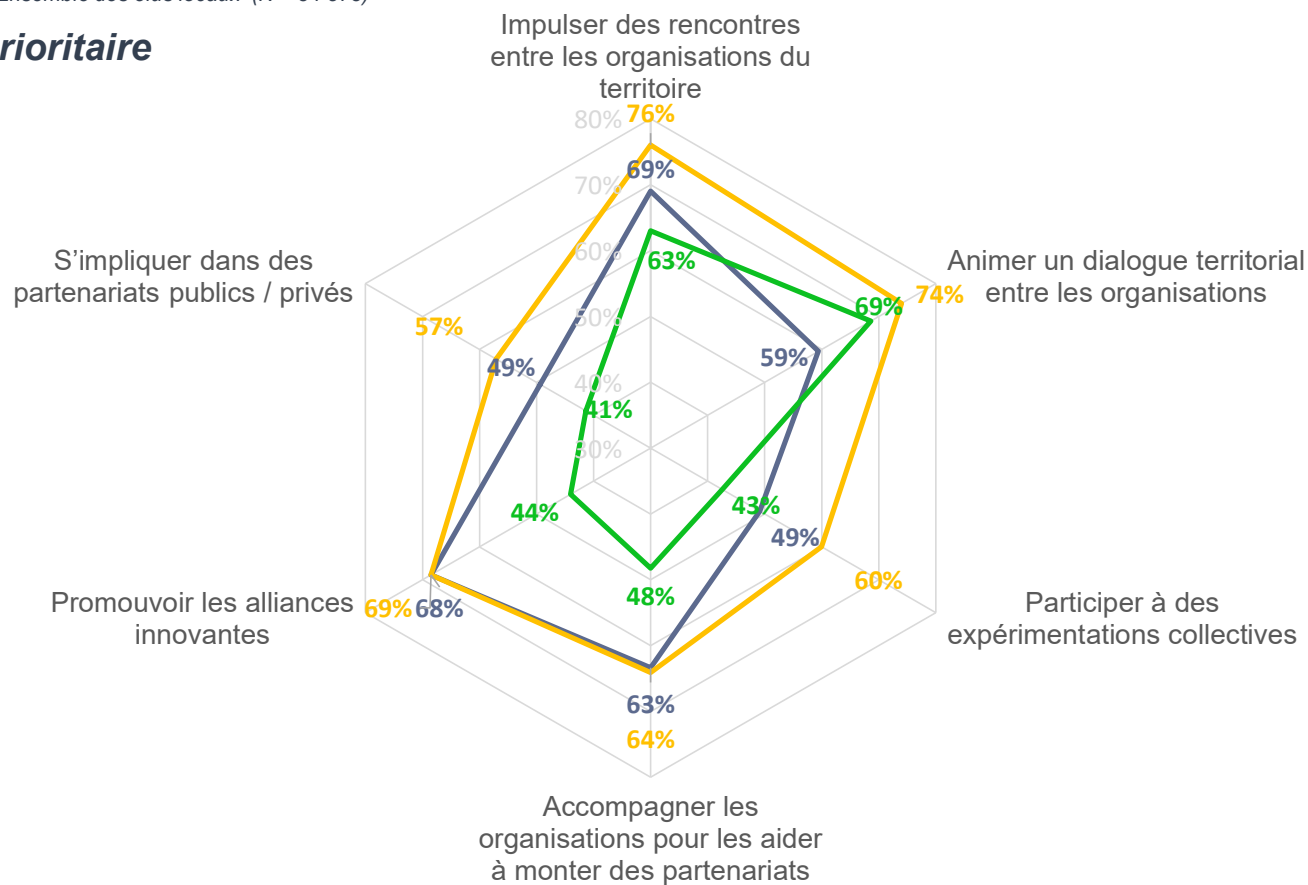


RÔLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DANS LE « JOUER COLLECTIF » : Quand le projet d'action en commun va porter leur rôle de maires

Q8 Pour chaque proposition que je vais vous citer pourriez-vous me dire si le rôle des collectivités pour développer des alliances vous apparaît

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

% Prioritaire



Levier principal pour « favoriser la mobilisation de leur territoire » :

Un projet d'action en commun

Une vision partagée des enjeux et des fragilités

Les règles et les normes

03

Place du « jouer collectif » dans le mandat des élus locaux

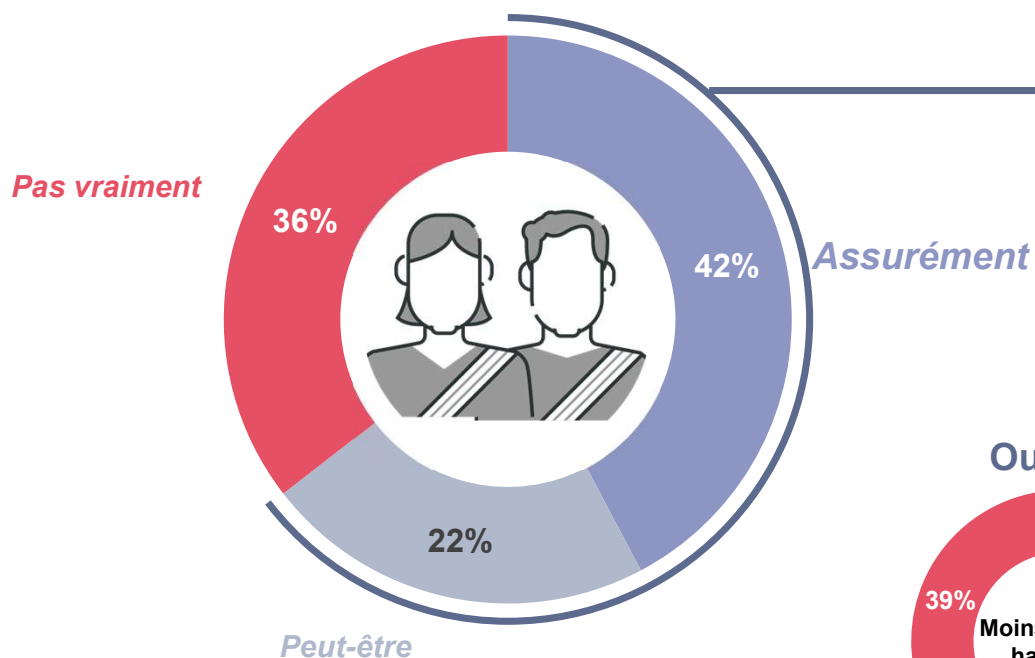


PLACE DU « JOUER COLLECTIF » DANS LE MANDAT ACTUEL :

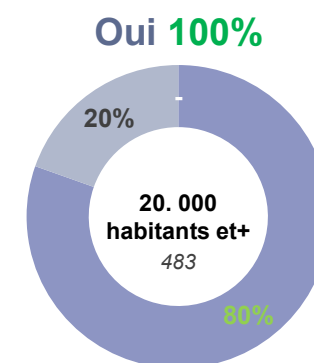
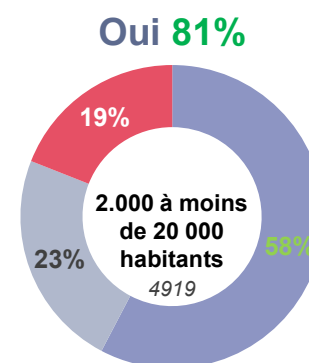
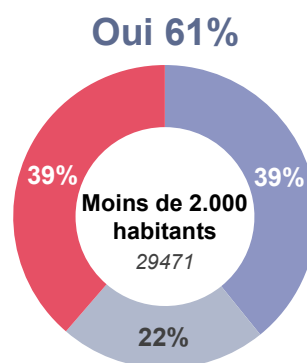
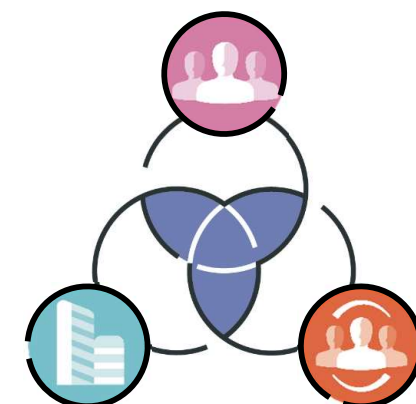
Des maires plus réservés dans leur volonté de faire alliance dans leur mandat actuel comparé à leur élan « incontournable ou utile » attribué au « Jouer collectif » ...d'autres priorités, des freins ?

Q9 Dans le cadre du nouveau mandat 2020, pensez-vous vous appuyer sur des alliances avec les associations, les entreprises et les initiatives citoyennes ? ...

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



64%
des élus comptent s'appuyer sur des alliances avec des associations, les entreprises et les initiatives citoyennes durant leur mandat

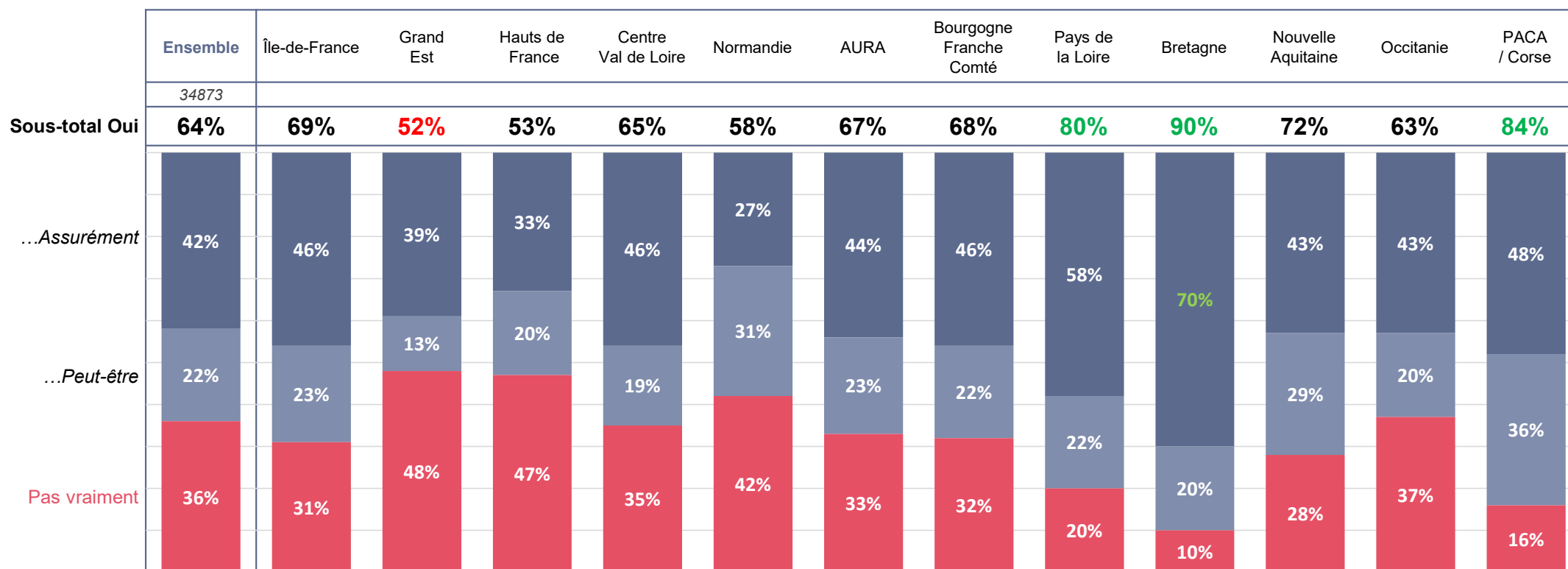




LE « JOUER COLLECTIF » & LE MANDAT ACTUEL : Des régions plus en retrait selon leur réalité structurelle

Q9 Dans le cadre du nouveau mandat 2020, pensez-vous vous appuyer sur des alliances avec les associations, les entreprises et les initiatives citoyennes ? ...

Base : Ensemble des élus locaux (N = 22 537)





LE « JOUER COLLECTIF » & LE MANDAT ACTUEL :

Plus de 6 maires sur 10 prévoient de s'appuyer sur des alliances avec entreprises, les associations et les initiatives citoyennes dans le cadre de leur mandat actuel

Des déclarations sérieuses, réfléchies et argumentées par les maires qui envisagent de s'appuyer sur des alliances dans le cadre de leur mandat.

- Certes seulement 43 % des maires sur 10 au niveau national confirment qu'ils vont **assurément** s'appuyer sur des alliances dans le cadre de leur mandat et 22 % évoquent un **peut-être**, mais passé les 2.000 habitants les taux c'est 6 maires sur 10 pour les communes de 2.000 à 19 999 hab. et un 8 maires sur 10 pour les 20 000 hab. et +.
- Les maires ne souhaitant **pas vraiment** s'appuyer sur des alliances apparaissent dans les communes de moins de 2000 habitants (39%) alors que le « pas vraiment » devient nettement minoritaire dans les communes de 2000 à 19 999 hab. (19%). Et n'existe pas dans les communes de 20 000 habitants et +.
- Au niveau régional trois régions se distinguent avec des maires convaincus :
 - La Bretagne 90 % (assurément 70 %vs 42 % national et 20 % peut être)
 - PACA Corse 84% (assurément 48 % vs 42% national et 36% peut être)
 - Les pays de la Loire 80% (assurément 58%vs 42 % national et 22% de peut- être)

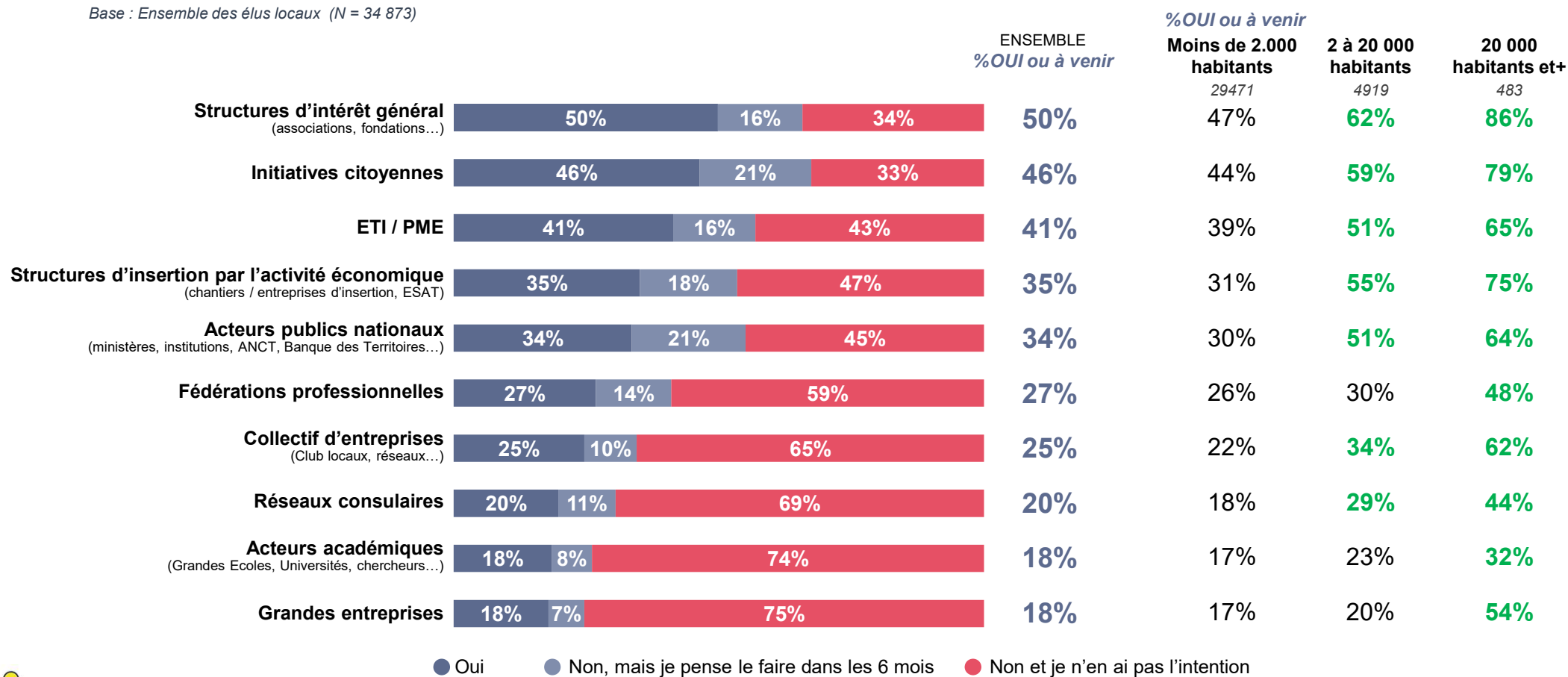


LES PARTENAIRES DU « JOUER COLLECTIF » DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :

Une diversité de partenaires selon la taille des commune avec en trio de tête les associations, les initiatives citoyennes et les ETI/PME

Q10 Avec quel(s) profil(s) d'acteurs des alliances ont-elles été mises place ou comptez-vous mettre en œuvre ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)





LES PARTENAIRES DU « JOUER COLLECTIF » DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :

Selon les régions La Bretagne et l'Occitanie misent encore plus sur les initiatives citoyennes

Q10 Avec quel(s) profil(s) d'acteurs des alliances ont-elles été mises place ou comptez-vous mettre en œuvre ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

	Ensemble	Île-de-France	Grand Est	Hauts de France	Centre Val de Loire	Normandie	AURA	Bourgogne Franche Comté	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	PACA / Corse
	34873	1285	5121	3789	1757	2652	4039	3702	1238	1208	4314	4454	1314
Structures d'intérêt général (associations, fondations...)	50%	63%	44%	56%	45%	56%	47%	34%	56%	58%	43%	63%	49%
Initiatives citoyennes	46%	39%	57%	43%	43%	52%	49%	19%	53%	64%	31%	68%	37%
ETI / PME	41%	32%	50%	27%	31%	48%	32%	39%	59%	65%	46%	39%	51%
Structures d'insertion par l'activité économique (chantiers / entreprises d'insertion, ESAT)	35%	40%	34%	47%	31%	19%	40%	13%	46%	55%	30%	41%	56%
Acteurs publics nationaux (ministères, institutions, ANCT, Banque des Territoires...)	34%	36%	38%	28%	33%	47%	24%	30%	30%	46%	29%	37%	37%
Fédérations professionnelles	27%	18%	25%	21%	14%	43%	34%	29%	17%	28%	16%	33%	33%
Collectif d'entreprises (Club locaux, réseaux...)	25%	22%	27%	13%	39%	24%	11%	34%	23%	36%	35%	20%	22%
Réseaux consulaires	20%	38%	13%	3%	26%	10%	22%	18%	13%	21%	28%	25%	46%
Acteurs académiques (Grandes Ecoles, Universités, chercheurs...)	18%	21%	14%	8%	12%	31%	14%	13%	10%	28%	17%	33%	33%
Grandes entreprises	18%	27%	21%	8%	21%	29%	14%	27%	19%	16%	18%	9%	18%



LES PARTENAIRES DU « JOUER COLLECTIF » DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :

Alliances actuelles ou à venir des profils de partenaires selon la taille des communes avec un TOP 2 les associations et les initiatives citoyennes

- **Les partenaires en trio de tête : les associations, les initiatives citoyennes et les ETI/ PME mais des écarts importants selon la taille de la commune dans les choix des partenaires ou leur accessibilité.**
- Une hiérarchie dans les profils de partenaires pour faire alliance qui pourrait sembler réserver au niveau national avec pour les associations en premier (50 %) les initiatives citoyennes (46 %) les ETI/PME (41 %), mais dans la réalité le poids des communes de moins de 2.000 habitants pèsent sur ces taux.
- Ces communes pèsent également sur le partenaire Grande entreprises qui est cité comme partenaire que pour 18 % des maires au niveau national vs 54 % pour les maires des communes de 20 000 habitants.
- Notons que la hiérarchie des profils de partenaires actuels avec lesquels les maires font alliance et ceux prévisibles sont quasi sur la même tendance. Les maires souhaitent renforcer dans les 6 prochains mois les initiatives citoyennes et les acteurs publics nationaux.
- **Au niveau régional des écarts qui méritent d'être signalés**
 - La Bretagne se distingue plus que les autres régions pour des partenariats avec les initiatives citoyennes (64 % vs 46%), les ETI / PME (65% vs 41%) et sur les structures d'insertion par l'activité économique (55% vs 35%)
 - L'Occitanie se distingue très nettement par le partenaire initiatives citoyennes (68 % vs 46 %) et les acteurs académiques (33% vs 18%)
 - PACA CORSE se distingue par un net plus en faveur du partenaire structures d'insertion par l'activité économique que la moyenne nationale (56% vs 35 %) et par les réseaux consulaires (46% vs 20%)

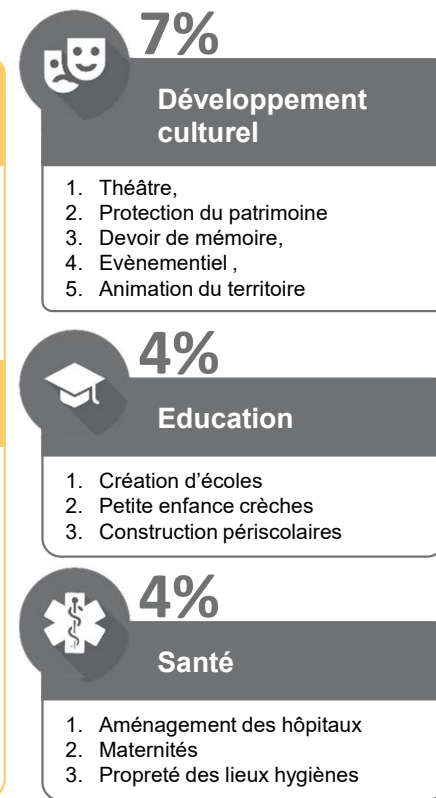
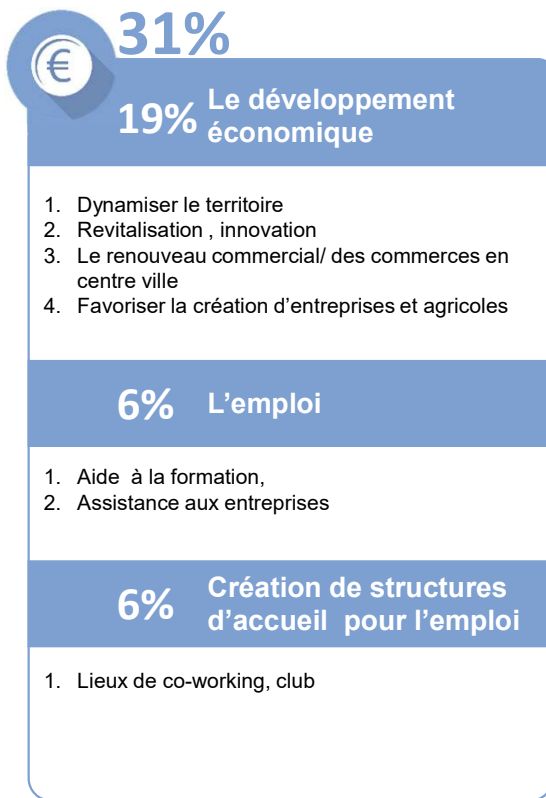
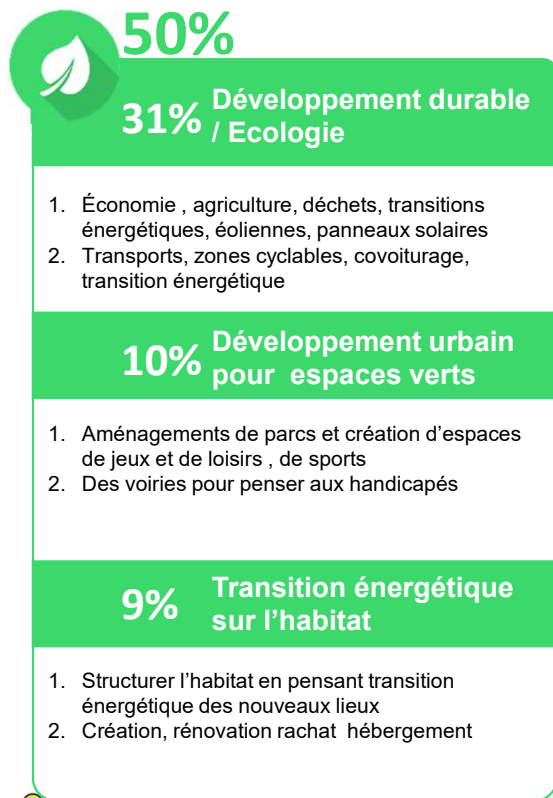


LES PRIORITÉS DU « JOUER COLLECTIF » DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : Une diversité d'actions autour de l'environnement, l'économie et la cohésion sociale (1/2)

Q.9-2 Sur quel sujet prioritaire sur votre territoire ?
(Question ouverte)



64% des élus qui envisagent de s'appuyer sur des alliances déclarent comme sujet prioritaire pour le jouer collectif



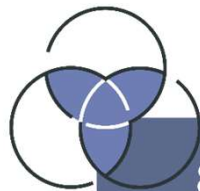


LES PRIORITÉS DU « JOUER COLLECTIF » DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : Une diversité d'actions autour de l'environnement, l'économie et la cohésion sociale(2/2)

Q.9-2 Sur quel sujet prioritaire sur votre territoire ?
(Question ouverte)



64% des élus qui envisagent de s'appuyer sur des alliances déclarent comme sujet prioritaire pour le jouer collectif



JOUER COLLECTIF tous domaines

8% Créer des alliances

1. Pour promouvoir différents secteurs spécifiques du territoire
2. Obtenir des subventions selon les besoins (rénovations bâtiments, usines de production lié aux nouveaux besoins

4% Mutualisation

1. Inter communication
2. Transmission inter métiers qualifiés entre anciens et nouveaux venus sur le territoire
3. Intercommunalité des grandes villes

2% Participation citoyennes

1. Initiatives citoyennes (comme végétaliser)
2. Participer aux décisions, informer communiquer



6% Autres



dont la sécurité des
personnes des biens
des lieux publics

2%

LES THÈMES PRIORITAIRES DU « JOUER COLLECTIF » POUR LES ÉLUS TOP6 par catégorie de commune

Q.9-2 Sur quel sujet prioritaire sur votre territoire ?
(Question ouverte)

Base : Elus locaux envisageant de s'appuyer sur des alliances



	Moins de 2.000 habitants	2. 000 à 20.000 hab.	20. 000 hab. et+
1	Développement durable /Ecologie 29%	Développement durable /Ecologie 37%	Développement durable /Ecologie 47% ★
2	Développement économique dynamiser le territoire... 20%	Développement économique dynamiser le territoire... 16%	Participation et initiatives citoyennes... 17% ★
3	Partenariat avec les associations ... 10%	Création rénovation rachat d'hébergement... 15% ★	Développement économique dynamiser le territoire... 13%
4	Cohésion sociale et activités sociales le lien aux personnes... 9%	Cohésion sociale et activités sociales le lien aux personnes... 13%	Cohésion sociale et activités sociales le lien aux personnes... 12%
5	Développement urbain espaces verts ... 9%	Partenariat avec les associations ... 12%	Créer des chantiers d'insertion pour l'emploi ... 11%
6	Développement Culturel... 7%	Développement urbain espaces verts pistes cyclables... 12%	Assistance financière au secteur impacté et développement associatif... 11% ★

★ Différence significative par rapport au total

LES THÈMES PRIORITAIRES DU « JOUER COLLECTIF » POUR LES ÉLUS

Top 6 selon les régions (1 /2)

Q.9-2 Sur quel sujet prioritaire sur votre territoire ?
(Question ouverte)

Base : Elus locaux envisageant de s'appuyer sur des alliances



	Île-de-France	Grand Est	Hauts de France	Centre Val de Loire	Normandie	AURA
1	Développement durable Ecologie 29%	Développement durable Ecologie 41%	Développement économique dynamiser le territoire... 31%	Développement durable Ecologie 52%	Développement Culturel... 36%	Développement durable Ecologie 36%
2	Développement économique dynamiser le territoire... 29%	Partenariat avec les associations ... 24%	Créer des chantiers d'insertion pour l'emploi ... 29%	Développement économique dynamiser le territoire... 27%	Développement durable Ecologie 23%	Création rénovation rachat d'hébergement... 26%
3	Cohésion sociale et activités sociales le lien aux personnes... 16%	Cohésion sociale et activités sociales le lien aux personnes... 17%	Développement durable Ecologie 25%	Développement urbain... 15%	Cohésion sociale et activités sociales le lien aux personnes... 16%	Développement économique dynamiser le territoire... 25%
4	Créer des alliances, dialogue et obtenir des subventions ... 14%	Education, création d'écoles, petite enfance... 15%	Education, création d'écoles, petite enfance... 10%	Développement Culturel... 15%	Développement économique dynamiser le territoire... 15%	Créer des alliances, dialogue et obtenir des subventions ... 18%
5	Mutualisation, intercommunication, ... 12%	Développement économique dynamiser le territoire... 10%	Mutualisation, intercommunication, transmission inter-métiers qualifiés... 10%	Créer des alliances, dialogue et obtenir des subventions ... 12%	Assistance financière secteur impacté et dvt associatif... 14%	Cohésion sociale et activités sociales le lien aux personnes... 9%
6	Partenariat avec les associations ... 9%	Développement Culturel... 8%	Création rénovation rachat d'hébergement... 6%	Cohésion sociale et activités sociales le lien aux personnes... 12%	Santé : Aménagement des hôpitaux, des maternités ... 12%	Développement Culturel... 9%

★ Différence significative par rapport au total

LES THÈMES PRIORITAIRES DU « JOUER COLLECTIF » POUR LES ÉLUS

Top 6 selon les régions (2/2)

Q.9-2 Sur quel sujet prioritaire sur votre territoire ?
(Question ouverte)

Base : Elus locaux envisageant de s'appuyer sur des alliances



	Bourgogne Franche Comté	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	PACA / Corse
1	Développement urbain... 24%★	Développement économique dynamiser le territoire... 28%	Création rénovation rachat d'hébergement 28%★	Développement durable Ecologie 29%	Développement durable Ecologie 45%	Développement durable Ecologie 28%
2	Développement économique dynamiser le territoire... 16%	Développement durable Ecologie 28%	Développement économique dynamiser le territoire... 20%	Cohésion sociale et activités sociales le lien aux personnes... 21%	Création de structures d'accueil pour l'emploi ... 21%★	Développement économique dynamiser le territoire... 28%
3	Partenariat avec les associations ... 15%	Partenariat avec les associations ... 23%★	Développement durable et écologie 19%	Développement urbain... 17%	Développement économique dynamiser le territoire... 16%	Développement Culturel... 16%
4	Autres dont la sécurité 15%	Cohésion sociale et activités sociales le lien aux personnes... 22%	La santé : Aménagement des hôpitaux, des maternités ... 17%★	Partenariat avec les associations ... 14%	Créer des alliances, dialogue et obtenir des subventions ... 15%	Santé : Aménagement des hôpitaux, des maternités ... 13%★
5	Développement durable Ecologie 9%	Développement Culturel... 16%	Développement urbain... 11%	Assistance financière au secteur impacté et développement associatif... 12%	Création rénovation rachat d'hébergement... 11%	Partenariat avec les associations ... 11%
6	Mutualisation, intercommunication, ... 8%	Créer des chantiers d'insertion pour l'emploi 15%	Créer des alliances, dialogue et obtenir des subventions ... 11%	Développement économique dynamiser le territoire... 9%	Autres dont la sécurité 8%	Autres dont la sécurité 10%

★ Différence significative par rapport au total



LES PRIORITÉS DU « JOUER COLLECTIF » DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : Une diversité d'actions autour de l'environnement, l'économie et la cohésion sociale

Plus de 6 maires sur 10 envisagent de s'appuyer sur des alliances avec entreprises, les associations et les initiatives citoyennes dans le cadre de leur mandat actuel

- Des maires qui s'appuient ou vont s'appuyer dans leur mandat actuel au service de la priorité de leur territoire dans de nombreux domaines.
- En 2020 , ces élus parlent de « développer » de « développement » de nouvelles populations, de nouveaux besoins et de création de nouvelles structures, nouveaux lieux, ainsi que la rénovation. Ils veulent « dynamiser » « revitaliser » « renforcer ».
- Parmi les sujets prioritaires sur lesquels les maires souhaitent s'appuyer sur des alliances retenons toutes les actions visant à intensifier ou développer



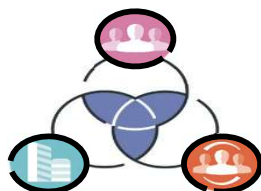
- Le développement durable /écologie
- Le développement économique



- La cohésion sociale
- Le développement culturel



- La santé
- L'éducation
- La sécurité



- Le jouer collectif avec dans l'ordre
 1. Les associations
 2. le citoyen,
 3. les entreprises

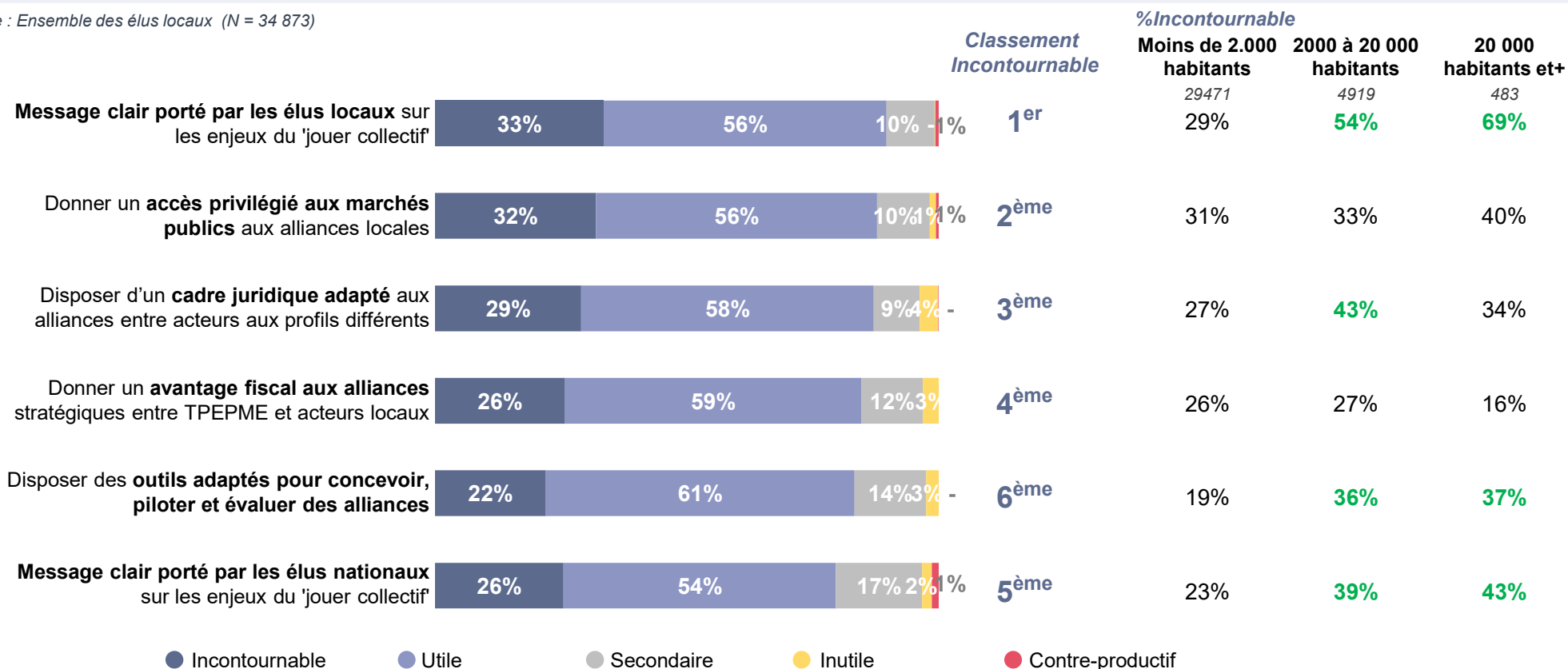


LES LEVIERS D'ACCÉLÉRATION DU « JOUER COLLECTIF » EN TERRITOIRE :

Les collectivités placent leur message, la commande public et le cadre juridique en tête

Q11 Je vais vous citer des leviers possibles, vous me direz s'ils sont pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif pour développer le « jouer collectif » en territoire

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



Agglomérations de 20 000 hab. et+

* Etudes Comisis – OpinionWay réalisée en juillet 2020 pour l'Observatoire des partenariats



LES LEVIERS D'ACCÉLÉRATION DU « JOUER COLLECTIF » EN TERRITOIRE :

Les collectivités placent leur message, la commande public et le cadre juridique en tête

Q11 Je vais vous citer des leviers possibles, vous me direz s'ils sont pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif pour développer le « jouer collectif » en territoire

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



% Incontournable	Ensemble	Moins de 2 000 hab.	2 000 à 20 000 hab.	20 000 hab. et+
Message clair porté par les élus locaux sur les enjeux du 'jouer collectif'	33%	29%	54%	69%
Donner un accès privilégié aux marchés publics aux alliances locales	32%	31%	33%	40%
Disposer d'un cadre juridique adapté aux alliances entre acteurs aux profils différents	29%	27%	43%	34%
Donner un avantage fiscal aux alliances stratégiques entre TPEPME et acteurs locaux	26%	26%	27%	16%
Message clair porté par les élus nationaux sur les enjeux du 'jouer collectif'	26%	23%	39%	43%
Disposer des outils adaptés pour concevoir, piloter et évaluer des alliances	22%	19%	36%	37%



LES LEVIERS D'ACCÉLÉRATION DU « JOUER COLLECTIF » EN TERRITOIRE :

Les collectivités placent leur message, la commande public et le cadre juridique en tête

Q11 Je vais vous citer des leviers possibles, vous me direz s'ils sont pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif pour développer le « jouer collectif » en territoire

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



% Incontournable + Utile

	Ensemble	Moins de 2 000 hab	2. 000 à 20 000 hab.	20 000 hab. et+
Message clair porté par les élus locaux sur les enjeux du 'jouer collectif'	89%	88%	94%	100%
Donner un accès privilégié aux marchés publics aux alliances locales	88%	87%	91%	88%
Disposer d'un cadre juridique adapté aux alliances entre acteurs aux profils différents	87%	86%	94%	91%
Donner un avantage fiscal aux alliances stratégiques entre TPE-PME et acteurs locaux	85%	84%	90%	86%
Disposer des outils adaptés pour concevoir, piloter et évaluer des alliances	83%	81%	92%	96%
Message clair porté par les élus nationaux sur les enjeux du 'jouer collectif'	80%	78%	88%	87%



LES LEVIERS D'ACCÉLÉRATION DU « JOUER COLLECTIF » EN TERRITOIRE

Selon les régions

Q11 Je vais vous citer des leviers possibles, vous me direz s'ils sont pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif pour développer le « jouer collectif » en territoire

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

% Incontournable ou utile	Ensemble	Île-de-France	Grand Est	Hauts de France	Centre Val de Loire	Normandie	AURA	Bourgogne Franche Comté	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	PACA / Corse
	34873												
Message clair porté par les élus locaux sur les enjeux du 'jouer collectif'	89%	82%	92%	89%	92%	93%	100%	74%	95%	100%	91%	86%	86%
Donner un accès privilégié aux marchés publics aux alliances locales	88%	89%	79%	85%	90%	79%	94%	89%	82%	98%	88%	94%	89%
Disposer d'un cadre juridique adapté aux alliances entre acteurs aux profils différents	87%	82%	77%	74%	100%	93%	88%	90%	93%	90%	94%	90%	89%
Donner un avantage fiscal aux alliances stratégiques entre TPEPME et acteurs locaux	85%	80%	70%	74%	100%	92%	98%	90%	82%	79%	84%	90%	81%
Disposer des outils adaptés pour concevoir, piloter et évaluer des alliances	83%	87%	80%	83%	100%	72%	95%	68%	85%	90%	87%	81%	92%
Message clair porté par les élus nationaux sur les enjeux du 'jouer collectif'	80%	78%	81%	90%	83%	77%	79%	69%	93%	85%	77%	80%	70%

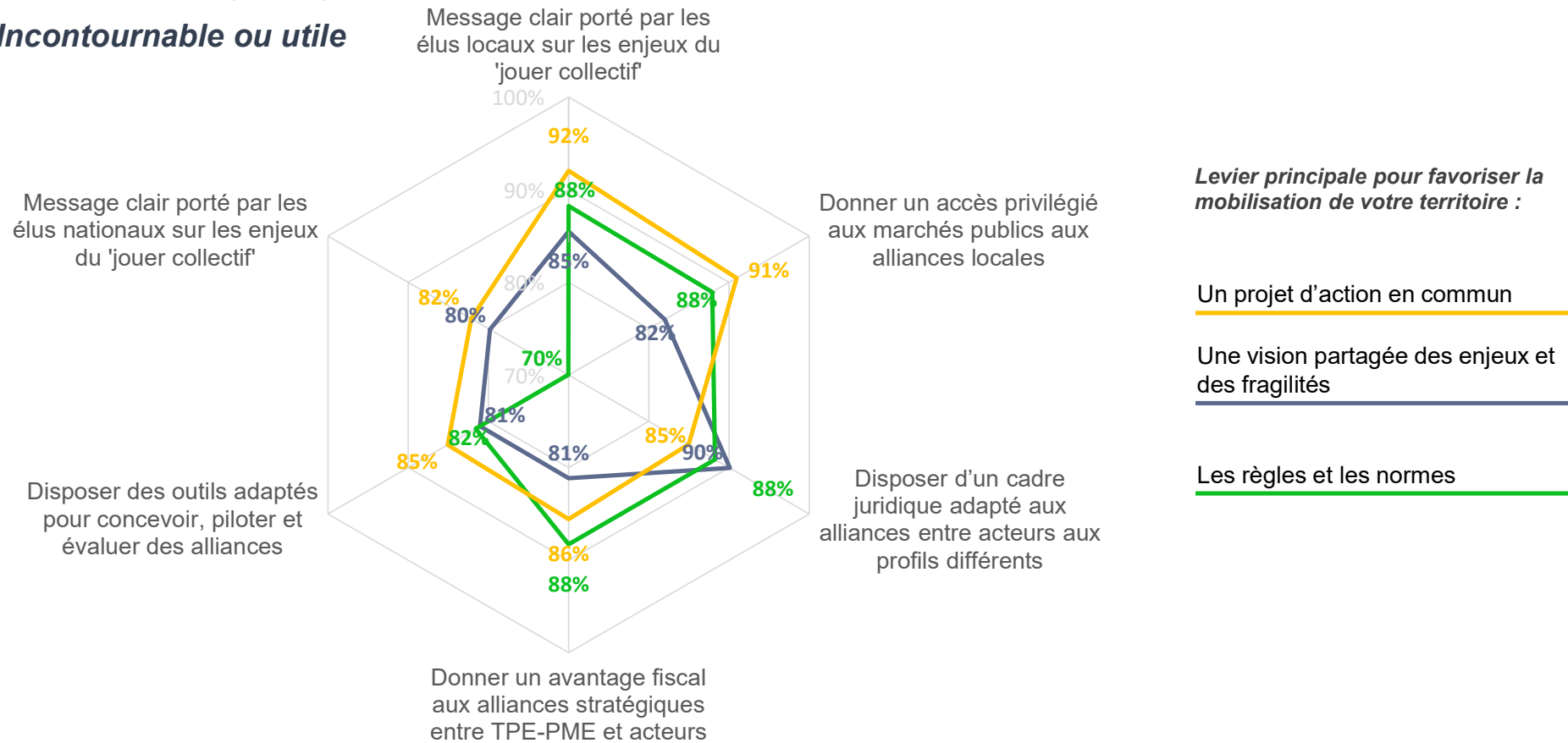


Leviers d'accélération des alliances territoriales

Q11 Je vais vous citer des leviers possibles, vous me direz s'ils sont pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif pour développer le « jouer collectif » en territoire

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

% Incontournable ou utile



Levier principale pour favoriser la mobilisation de votre territoire :

Un projet d'action en commun

Une vision partagée des enjeux et des fragilités

Les règles et les normes



LES LEVIERS D'ACCÉLÉRATION DU « JOUER COLLECTIF » EN TERRITOIRE

Quand bien savoir et bien communiquer, c'est déjà agir ensemble

- **Les maires sont unanimes le premier levier pour favoriser les alliances territoriales est *un message clair porté par les élus locaux (9 maires su 10)***
- En 2020, plus qu'en 2016, les maires parlent très concrètement de la nécessité d'écouter avec attention les initiatives citoyennes désormais partenaires pour soutenir certains acteurs du territoire.
- En rappel, près de 7 maires sur 10 ont déclaré que les alliances favorisaient l'engagement des personnes pour se mobiliser et désormais savoir aussi porter un message clair à tous ' associations, entreprises, citoyens sur les nombreux défis à relever repérés dans le sujets prioritaires est leur première mission. Ici la déferlante du jouer collectif est à l'œuvre et les élus locaux , en responsabilité souhaitent tenir la barre.
- Certes les maires se sont déjà attribués le rôle d'impulser des nouvelles rencontres entre les différents acteurs de leur territoire et d'animer le dialogue mais pour quels messages et quelles actions à conduire.
- Les leviers qui suivent obtiennent également des très hauts scores et il est permis de penser un cercle vertueux.
- Le deuxième levier pourrait se dire ainsi pour 9 maires sur 10 : **Mon territoire en premier**. Autrement dit, donner un **accès privilégié aux marchés publics** aux alliances locales;
- Le levier N° 3 en rappel pour jouer collectif en tant qu'élu il faut aussi être en conformité et **apprendre à faire alliance**. Près de de 9 maires sur 10 souhaitent disposer d'un **cadre juridique adapté** aux alliances entre acteurs aux profils différents. A signaler que les maires des communes de 2 000 à 19 999 hab. sont les plus demandeurs (94% vs 87 %)
- Le quatrième levier pour près de 9 maires sur 10 renvoie à la solidarité de l'Etat pour le jouer collectif territorial en donnant un **avantage fiscal aux alliances** stratégiques entre TPE/PME et acteurs locaux.
- Le cinquième levier ou le comment ça marche pour ? pour 8 maires sur 10 qui souhaitent disposer d'outils **adaptés pour concevoir, piloter et évaluer des alliances** (les maires des communes de 2.000 à 19 999 hab. **92% vs 83%** et des 20 000 et + 96 % vs 83%)
- Le sixième levier renvoie à une attente également forte des maires sur le message porté également par les élus nationaux sur les enjeux du jouer collectif. Les maires des communes de 2.000 à19.999 (88% vs 80 %)

04

Les maires et les Objectifs du Développement Durable (ODD)

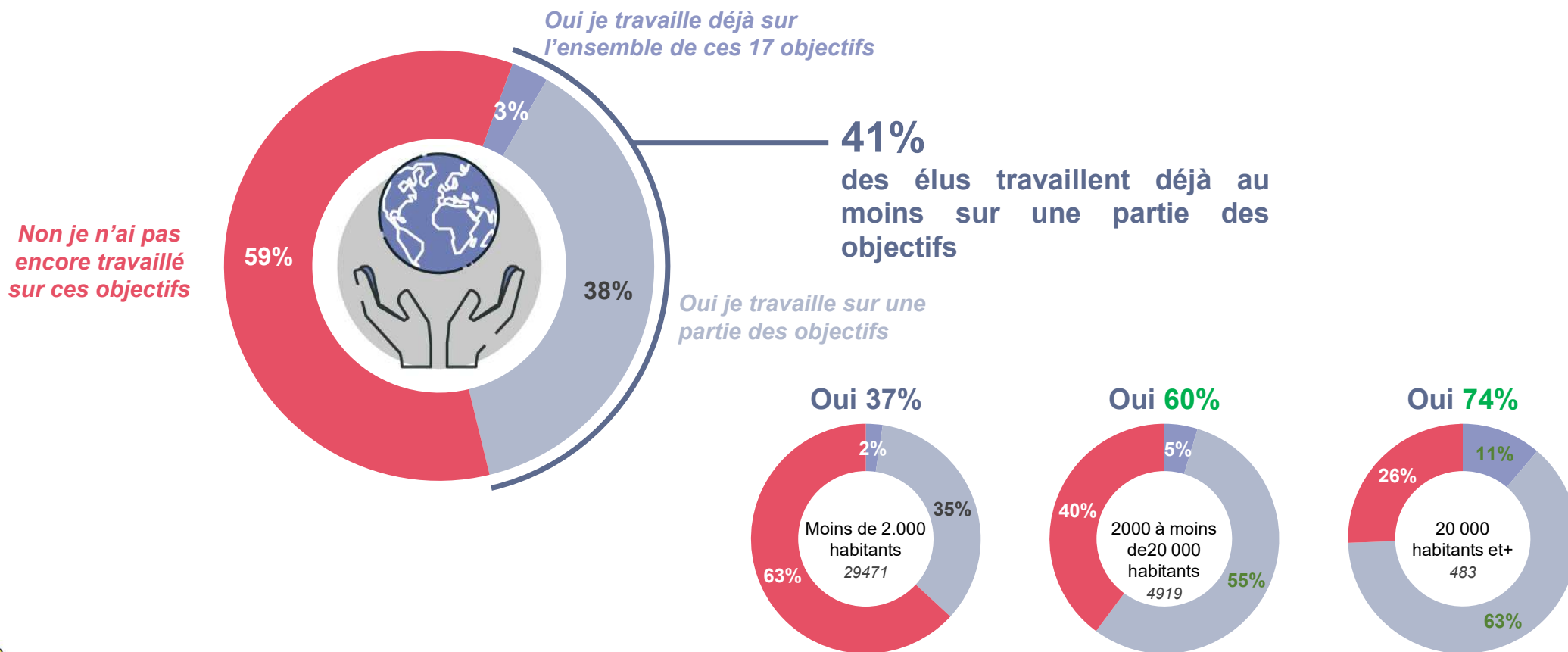


LE « JOUER COLLECTIF » AU SERVICE DE QUOI ?

Les collectivités et les ODD, une réalité encore en construction...

Q12 Les « Objectifs du Développement Durable » ont été signés en 2015 par les pays membres de l'Organisation des Nations Unis pour agir conjointement sur 17 priorités mondiales avec des objectifs à atteindre d'ici 2030. Avez déjà pu travailler ou travaillez-vous sur ces objectifs ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



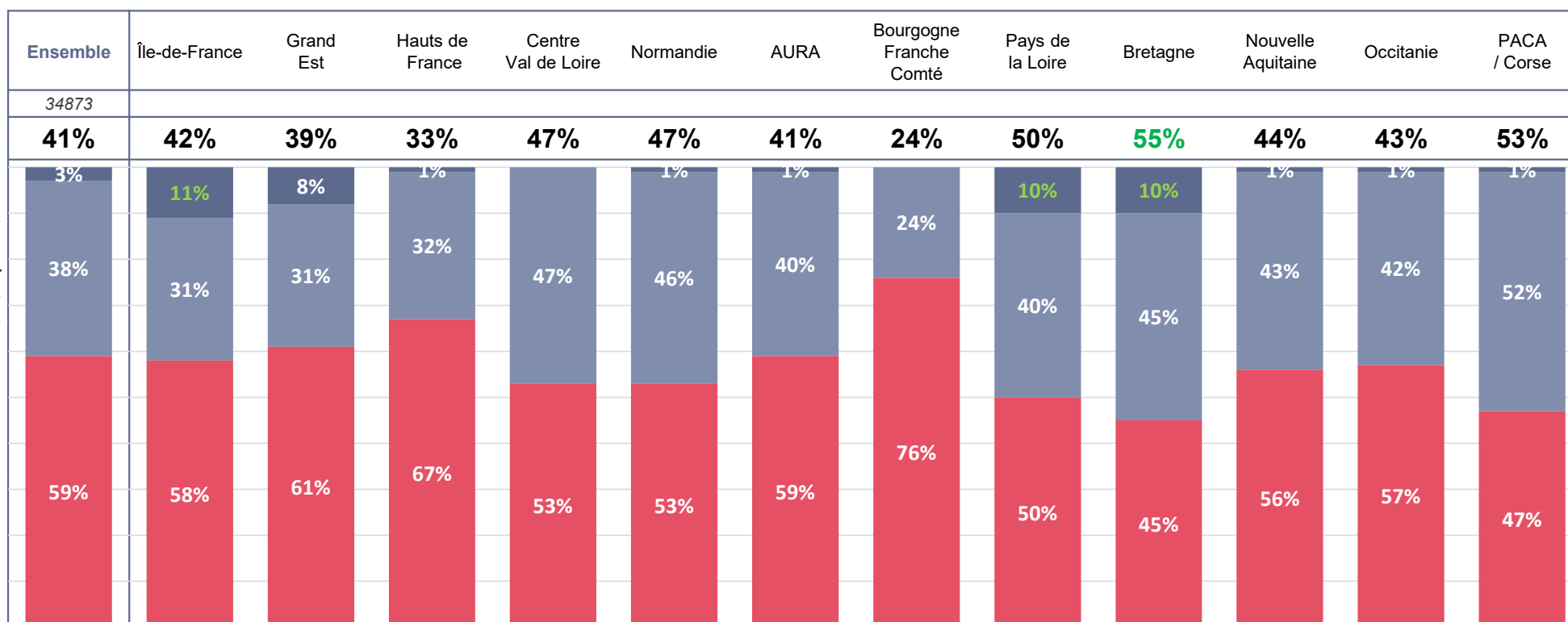


LE « JOUER COLLECTIF » AU SERVICE DE QUOI ?

Les collectivités et les ODD, une réalité encore en construction...la Bretagne plus engagée

Q12 Les « Objectifs du Développement Durable » ont été signés en 2015 par les pays membres de l'Organisation des Nations Unis pour agir conjointement sur 17 priorités mondiales avec des objectifs à atteindre d'ici 2030. Avez déjà pu travailler ou travaillez-vous sur ces objectifs ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



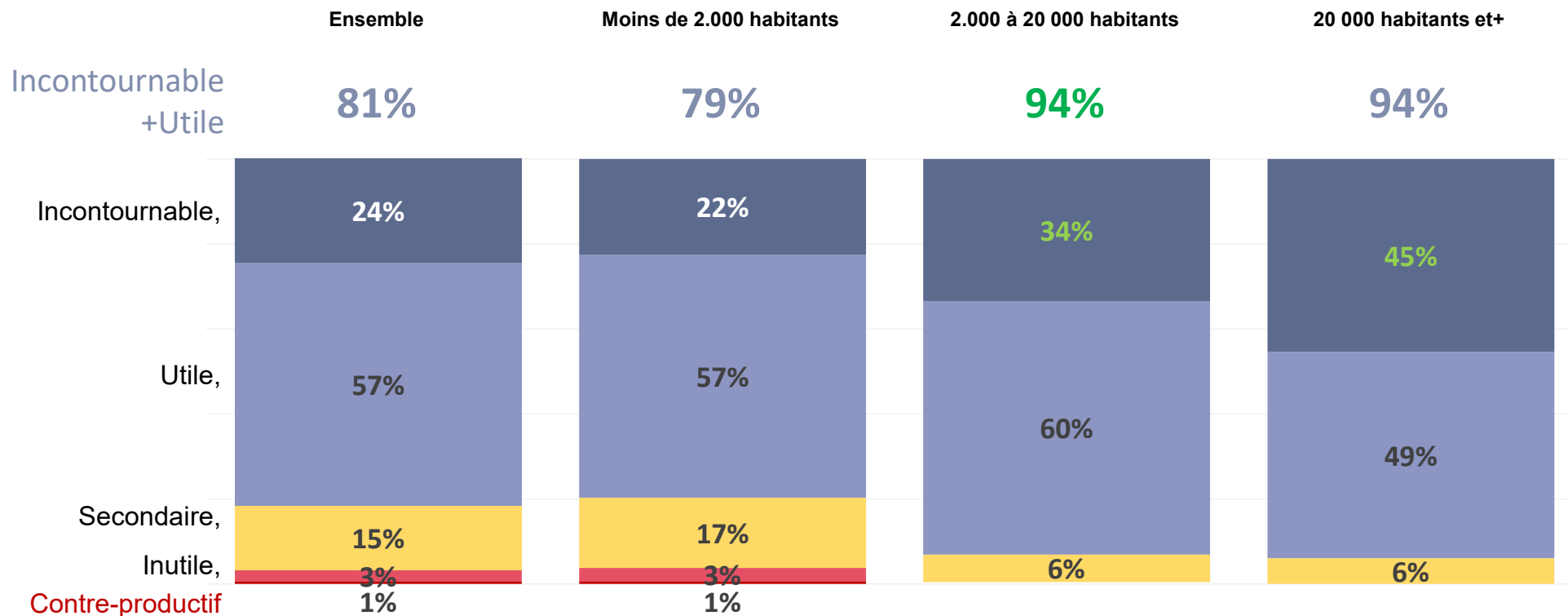


LE « JOUER COLLECTIF » AU SERVICE DE QUOI ?

Des élus locaux convaincus pour mettre les ODD à l'agenda de leur mandat actuel

Q14 Est-ce pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif de vous appuyer sur les « Objectifs du Développement Durable » de l'Agenda 2030 dans le cadre de votre mandat sur votre territoire ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



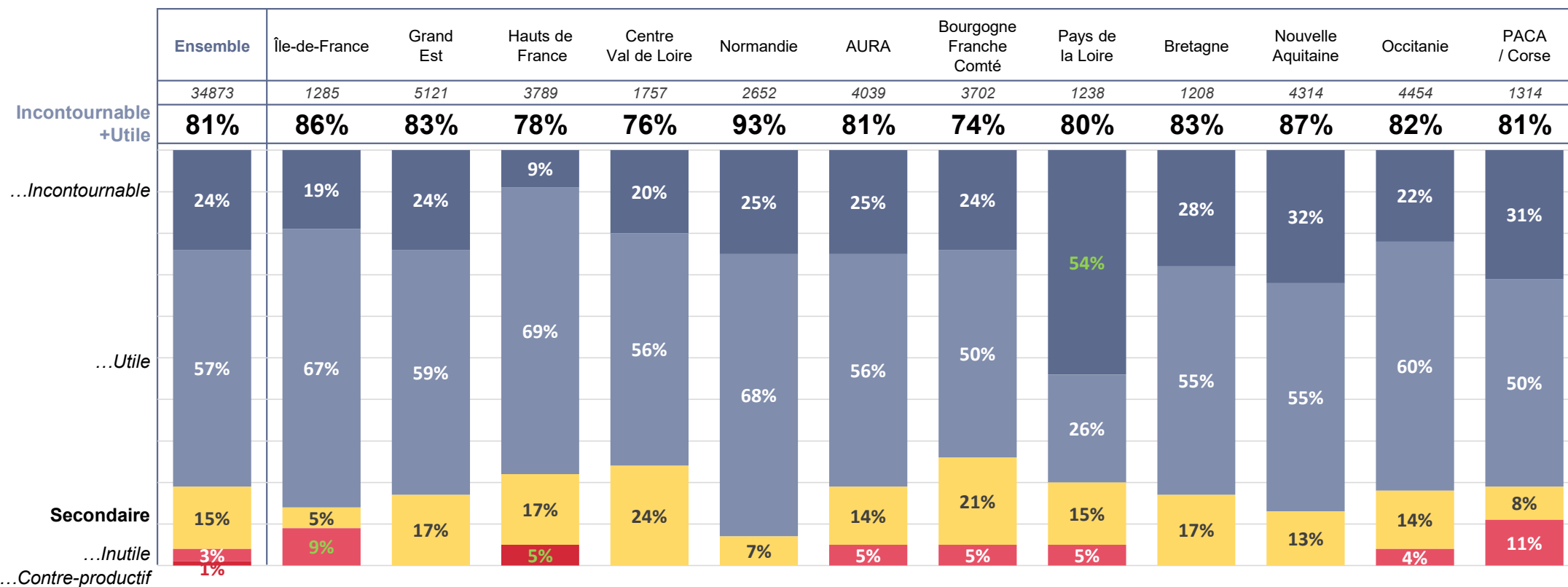


LE « JOUER COLLECTIF » AU SERVICE DE QUOI ?

Des élus locaux convaincus pour mettre les ODD à l'agenda de leur mandat actuel

Q14 Est-ce pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif de vous appuyer sur les « Objectifs du Développement Durable » de l'Agenda 2030 dans le cadre de votre mandat sur votre territoire ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



EN GUISE DE CONCLUSION : du mouvement à l'Action !



DU MOUVEMENT À L'ACTION : Des maires présents, attentifs et engagés au service du « jouer collectif » pour leur territoire !

- En 2020, la prise de conscience par les élus locaux de l'utilité du « jouer collectif » est bien actée.
- En aucun cas, penser aux alliances pour sortir de la crise est inutile ou contreproductif pour les maires de France qui se signalent plus que présents et convaincus sur le principe qu'ainsi il faut agir.
- Le « jouer collectif » permet de dépasser la contradiction jusqu'alors dans les esprits entre les actions conduites pour réduire les fragilités ainsi que pour (ré)concilier économie et intérêt général en faveur de nouveaux moteurs de développement économique durable.
- Les élans sur tous les territoires sont bien présents; il convient de spécifier la façon dont chaque territoire peut aborder les alliances et travailler avec des partenaires de proximité autour de sujets prioritaires localement.
- Si des différences régionales existent elles ne remettent en aucun cas en cause les indicateurs enregistrés, et le mouvement de fond engagé. En revanche la taille des communes en nombre d'habitants est significative non pas d'une différence de maturité entre les petites, moyennes et grandes communes mais plus sur comment s'organiser au mieux selon le territoire.
- Depuis 2016, les initiatives et les partenariats évoluent qualitativement sur des sujets liés au développement durable et à l'emploi, mais les modes de « faire alliance » ne sont pas encore suffisamment ancrés dans le fonctionnement des territoires.
- Le rôle multi-missions que se donne les maires est au cœur même de la concrétisation de Projets d'action à conduire en commun. Les élus locaux se mettent au service non seulement de la veille des sujets à travailler, mais également comme « référents » pour un bon déroulement des étapes et des possibles avec **deux maîtres mots** : **l'intérêt général** selon les spécificités de mon **Territoire**.
- **Voilà en synthèse ce que nous pouvions dire sur l'étude IMPACT-Elus locaux 2020 : le pilotage de l'incontournable déferlante du « jouer collectif » est entre les mains des élus locaux . Bon courage à eux !**



DE L'INTENTION À L'ACTION DU « JOUER COLLECTIF » ... Les élus répondent présents !

« Ainsi les intentions impliquent une conception de l'histoire, non seulement selon laquelle tout ce qui sera vrai n'est pas déjà vrai, mais selon laquelle on est capable de donner forme effective à des événements en conformité à ses propres représentations ».

La remarque vaut contre tout fatalisme.

Le monde n'est pas un « fait accompli ».

Si l'ordre de la connaissance implique la clôture du déjà fait, le monde de l'action implique l'ouverture de ce qui reste encore à rendre vrai. Au fatalisme du passé s'oppose le scepticisme du futur... »

Le discours de l'action - Paul Ricoeur

Cours professé à l'Université Catholique de Louvain, sur la chaire Francqui, 1970- 1971

On peut retrouver l'édition électronique établie par Catherine Goldenstein et Jean-Claude Monod



DE L'INTENTION À L'ACTION DU « JOUER COLLECTIF » ... Hommage à une famille engagée au service de l'intérêt général

L'alchimie de l'alliance se traduit par l'équation : $1 + 1 = 3$! A cette équation insolvable, le mathématicien Cédric VILLANI, médaille Fields 2010 pour avoir résolu une équation insolvable depuis la nuit des temps, nous a répondu les conditions de sa réalisation en 2016 dans le livre collectif : « Bien commun : vers la fin des arrogances ! ». L'équation de la co-construction du bien commun est : $7 \times 3 = 21$. Autrement dit, lorsque la Sagesse rencontre l'Equilibre politique elles se démultiplient ensemble pour produire la Co-construction d'un bien commun.

A l'occasion du décès du Président Valéry GISCARD d'ESTAING, Le RAMEAU a tenu à rendre hommage à cette famille qui incarne la diversité des engagements :

« La Sagesse, c'est elle, l'Equilibre c'est lui, et la Co-construction, c'est Louis ! Merci à cette famille de nous donner les enseignements nécessaires pour chercher en cette période de troubles, au plus profond des Racines de notre Nation notre Lien commun. »

Hommage à la Famille Valéry GISCARD d'ESTAING

<http://www.lerameau.fr/hommage-a-valery-giscard-destaing/>



Lignes de communication et conditions de diffusion

- ▶ Lignes de communication pour toutes questions sur l'étude:
- ▶ La direction de la recherche du programme IMPACT est assurée par Anne Robin anne.robin@comisis.com pour Comisis OpinionWay
- ▶ Toutes les étapes de collectes et de traitements (Cawi ou CATI) seront supervisées sous la direction conjointe de Anne Robin et Alexandre Mutter datascientist OpinionWay
- ▶ Datadesign et mise en forme par Nicolas Curtelin
 - ▶ En rappel OpinionWay applique la norme ISO 20252 et procède à un contrôle strict de chaque étape de la réalisation d'une étude.
 - ▶ Comisis et OpinionWay en qualité de membres Esomar respectent les exigences légales et déontologiques de la profession
 - ▶ Tout prestataire téléphonique retenu dans le programme IMPACT est membre ESOMAR
 - ▶ Comisis et OpinionWay s'engagent à respecter les impératifs fixés par la CNIL
- ▶ Ce projet décrit des résultats qui sont la propriété de l'Observatoire des partenariats et de Comisis. Il est donc soumis à des conditions de diffusions indiquant le nom de l'étude, le nom du programme, l'année de publication ainsi que l'auteur des analyses.





Remerciements aux 380 Maires ayant répondu à l'étude

Merci aux partenaires de l'étude IMPACT-Elus locaux



Merci aux partenaires du programme IMPACT de
l'Observatoire des partenariats



INSTITUT CDC
POUR LA RECHERCHE



Piloté par :



Programme IMPACT de l'Observatoire des partenariats – Etude IMPACT-Elus locaux / Décembre 2020

ESOMAR
member